

Si vous faites le constat que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes et si vous ne savez pas de façon certaine comment améliorer les choses, ce document s'adresse à vous, avec l'ambition de vous apporter des éléments de réflexions.

Il y est question d'écologie, de libéralisme, de société de consommation, de développement (durable, bien sûr), de croissance...

Il est né du constat –pardon, de la conviction- que les politiques menées dans les pays occidentaux depuis des décennies (qu'elles soient d'inspiration libérale ou sociale) ne sont pas à même de fournir des réponses aux enjeux auxquels nous sommes confrontés :

- enjeux de société : chômage, inégalités, insécurité, mal de vivre...
- enjeux environnementaux : pollution des eaux, réchauffement climatique...
- enjeux de civilisation : terrorisme, guerre, famines...

Avant de proposer des solutions nouvelles, il fallait comprendre les causes de nos problèmes, comprendre comment notre société les a engendrés et les entretient.

C'est l'objet de ce document.

La première partie a pour objet de montrer que nous vivons avec une vision du monde ultra dominante dans laquelle le « progrès » (comprenez le progrès technique et scientifique) est la réponse aux problèmes, mais qu'il existe une autre vision du monde fondamentalement différente dans laquelle le « progrès » serait lui-même la cause de certains problèmes, et qu'adhérer à l'une ou à l'autre relève de la croyance, de la foi, plutôt que d'une approche rationnelle (eh oui !).

La deuxième partie tente d'analyser le fonctionnement de nos sociétés dites « de consommation » et de la mondialisation, à travers 16 thématiques. Si elles suivent un ordre logique, elles sont suffisamment indépendantes les unes des autres pour vous permettre de piocher à votre guise un sujet ou un autre.

Ce texte ne prétend pas à l'objectivité. Il présente une façon de voir le monde, de le comprendre. Ce n'est pas la seule, ce n'est même pas la vision dominante. Elle s'appuie cependant à la fois sur des constats de tous les jours et sur des données « officielles », comme par exemple des rapports du Programme des Nations Unies pour le Développement.

Bonne lecture, et bonnes réflexions !

Philippe Charreyron

Table des matières

1	Première partie : réflexions sur deux visions du monde	3
1.1	Introduction	3
1.2	Le fonctionnement de la biosphère.....	4
1.3	Le fonctionnement des sociétés traditionnelles.....	6
1.4	Le fonctionnement des sociétés industrielles.....	7
1.5	En guise de conclusion	9
2	Deuxième partie : une analyse de la mondialisation.....	10
2.1	Introduction	10
2.2	L'indice de santé sociale, mesure de la qualité de vie.....	11
2.3	La satisfaction des besoins humains.....	12
2.4	Un exemple d'impact sur l'environnement : l'effet de serre.....	13
2.5	Développement, colonialisme et inégalités	16
2.6	L'agriculture mondialisée.....	17
2.7	L'homme, esclave de ses outils	18
2.8	De l'individu au consommateur	19
2.9	La prise de contrôle de la distribution	20
2.10	La peur, instrument de contrôle.....	21
2.11	Un exemple de manipulation : la santé.....	22
2.12	De mauvaises réponses à des vrais problèmes	23
2.13	Le développement durable	24
2.14	Le progrès technique et l'effet rebond.....	25
2.15	Le mythe de la croissance.....	26
2.16	Mondialisation et emploi.....	27
2.17	Cercle vicieux ou vertueux ?	28
2.18	Pétrole apocalypse	29
2.19	Décroissance ou pas ?.....	31
3	Bibliographie.....	32

1 Première partie : réflexions sur deux visions du monde

1.1 Introduction

Nous vivons dans un monde dominé par une vision à la fois scientifique et progressiste du monde. Les idées dominantes sont :

- Le déterminisme scientifique
 - o Tout ce qui est, tout ce qui se passe sur terre, même la vie, est le résultat de lois physiques ou mathématiques. La vie est le résultat de réactions chimiques, de combinaisons de molécules. Tout a une explication scientifique (même si nous ne la connaissons pas encore).
- Le progrès
 - o Même s'il a des aspects négatifs, le progrès est « globalement » positif et ne saurait être remis en cause.
 - o Le progrès est scientifique, technique, ou économique.
 - o La solution à un problème, quel qu'il soit, viendra du « progrès ». Il en va ainsi des maladies –la recherche médicale permet de mieux soigner- comme du réchauffement climatique –la technique permettra de trouver une solution pour en palier les effets.
 - o Le progrès est infini. Non seulement nous pourrons, mais nous devons toujours progresser. L'idée de se satisfaire d'une situation donnée, quelle qu'elle soit, n'est pas admissible. C'est l'idée qu' « on n'arrête pas le progrès », que l'on peut comprendre de deux façons : étonnement devant une nouveauté, ou constat (résigné, fataliste ?) que nul n'est capable d'arrêter cette mécanique du progrès.

La perception que nous avons du monde est éminemment subjective. Nous percevons le monde à travers les lunettes déformantes de nos croyances et de nos connaissances. Nous interprétons tout ce que nous disent nos sens pour le faire « coller » avec notre schéma de pensée : dix témoins de la même scène vont en faire dix descriptions différentes –et parfois opposées ; le pessimiste va voir ce qui va mal, l'optimiste va voir ce qui va bien.

- Ce qui renforce notre croyance est enregistré.
- Ce qui va à son encontre est au choix
 - o complètement occulté parce que trop dérangeant : inconsciemment, le cerveau a refusé de prendre en compte les informations transmises par les sens
 - o mis en doute et rejeté ; les informations ont bien été prises en compte, mais elles sont mises en doute (« j'ai dû me tromper »)
 - o accepté s'il existe une façon de rendre ce qui a été perçu compatible avec les croyances, en faisant des hypothèses (« ça doit être parce que... ») ou en le qualifiant de statistiquement exceptionnel.

Nous pouvons accepter facilement de revoir notre opinion sur un point particulier, mais nous pouvons très difficilement remettre en cause nos croyances fondamentales, celles qui ont toujours dicté notre conduite, nos raisonnements. Cela signifierait admettre qu' « on s'est trompé depuis le début ».

Pour cette raison, il est extrêmement difficile de remettre en cause « le progrès », de contester l'idée (plus ou moins consciente et ouvertement exprimée, mais profondément enracinée) que « la réussite » se mesure à l'aune des possessions matérielles, de considérer que le système économique dont nous sommes tous les acteurs n'est peut-être pas à même de faire notre bonheur.

Ce point de vue existe pourtant. Il n'est pas question dans ce qui suit d'en démontrer la justesse (le choix d'un point de vue ou d'un autre est affaire de conviction, pas de démonstration), mais simplement d'exposer une autre façon de voir que celle que véhicule tous les jours notre société.

Cela passe par une présentation très schématique du fonctionnement du monde vivant, de la façon dont l'homme a pu être parfaitement intégré à ce monde, puis s'en est séparé, et les conséquences qui en ont résulté.

Il ne s'agit pas de dire « c'était mieux avant » et « il faut revenir en arrière » (ce qui est de toutes façons infaisable). Il s'agit plutôt de comprendre le monde dans lequel nous vivons et de tirer des leçons du passé pour inventer un avenir meilleur.

Dernier point : vous pouvez légitimement penser que cette présentation est subjective. C'est sûrement vrai... mais n'est-ce pas vrai de tout le discours ambiant ?

1.2 Le fonctionnement de la biosphère

On appelle ici biosphère l'ensemble de tous les organismes vivants –depuis les organismes monocellulaires jusqu'aux plantes et animaux évolués, humains compris- et de l'environnement dans lequel ils vivent –eau, air, sol.

La biosphère est constituée d'un empilement hiérarchisé de systèmes vivants, du plus élémentaire au plus complexe :

- Très schématiquement : les cellules constituent des organes qui forment des organismes vivants regroupés en communautés cohabitantes au sein d'écosystèmes locaux, interagissant entre eux au sein de la biosphère dans son ensemble
- à tous les niveaux, les parties constitutives ont pour objet la stabilité du tout dont elles font partie et qui seul peut assurer leur propre survie. Exemples :
 - o dans chaque être vivant, les cellules qui le constituent contribuent au maintien en bonne santé du corps ; si le corps meurt, les cellules meurent aussi
 - o dans chaque écosystème, les espèces contribuent au maintien d'un équilibre. Ainsi, les prédateurs contribuent au maintien en bonne santé de l'écosystème (savane, forêt...) en éliminant les individus malades ; si les populations d'herbivores déclinent, les prédateurs n'auront plus à manger, mais la végétation va également se transformer et affecter tout le système.
 - o Chaque écosystème (forêts tropicales, déserts, glaces polaires...) contribue à un équilibre plus global de la biosphère ; des atteintes importantes à un écosystème local peuvent rejaillir sur l'ensemble de la sphère : modifications de la composition de l'atmosphère, du régime des pluies et de la répartition des eaux, des vents, des courants marins –le gulf-stream qui assure un climat tempéré en Europe occidentale risque fort de disparaître avec les glaces arctiques.

Cet empilement hiérarchisé de systèmes vivants est le résultat de centaines de millions d'années d'évolution.

Lorsqu'il n'y a pas de perturbations majeures de l'environnement dues à une cause externe –modifications de l'activité solaire, mouvements des plaques tectoniques affectant les reliefs et courants marins, forte activité volcanique, chute d'une météorite comme celle qui a contribué à la disparition des dinosaures-, la biosphère tend vers la stabilité.

- la compétition initiale disparaît au profit de la coopération (pollinisation des plantes à fleurs par les abeilles, élimination des individus malades par les prédateurs, fixation de l'azote pour les plantes par des bactéries...). La compétition, « la lutte pour la survie » n'est qu'une phase transitoire nécessaire à l'établissement d'un système stable. Les organismes vivants vont éviter la compétition en se spécialisant.
- Ainsi, chaque organisme vivant trouve sa place dans le système, sa « niche écologique » où il remplit une fonction précise. Une espèce commune n'est pas dominante par rapport à une espèce rare ; elle remplit seulement une fonction qui nécessite qu'elle soit plus répandue pour que le système soit stable.
- les systèmes fonctionnent en cycles fermés, condition nécessaire à la stabilité :
 - o cycle de l'eau : évaporation => condensation => pluie ou neige => rivières => mer => évaporation
 - o cycle du carbone : absorption du gaz carbonique par les plantes (photosynthèse) => stockage du carbone dans la matière organique => libération du carbone dans l'atmosphère par la décomposition de la matière organique (sous forme de méthane qui va s'oxyder en gaz carbonique) ou sa combustion (production directe de gaz carbonique)
 - o chaînes alimentaires : plantes vertes pour la photosynthèse => herbivores => prédateurs => décomposeurs => plantes vertes

Le résultat « obligatoire » de l'évolution est que les organismes vivants sont les plus adaptés au milieu qu'ils occupent, et que ce milieu est celui qui leur convient le mieux. Ceux-ci ont donc tous intérêt à sa stabilité.

Cette stabilité est obtenue par une autorégulation. Chaque système a mis en place des mécanismes lui permettant de compenser des perturbations –dans certaines limites- pour revenir à la stabilité.

L'exemple le plus évident est celui de la relation proie - prédateur.

- « naturellement », les populations de prédateurs diminuent par manque de nourriture si les proies viennent à se raréfier.
- Plus significatif, certains prédateurs vont avoir deux portées en un an au lieu d'une en cas de prolifération de leurs proies.
- Certains herbivores repoussent hors du troupeau les animaux les plus vieux et les plus faibles, pour inciter les prédateurs à les attaquer –exemple de coopération entre proies et prédateurs.

L'adaptation à une modification de l'environnement est une autre forme de régulation. Il s'agit là de changer légèrement une des caractéristiques du système pour éviter une perturbation plus grande.

- face à un poison nouveau –le DDT, insecticide créé par l'homme- l'adaptation a été le moyen pour certains insectes de ne pas disparaître –ce qui aurait bouleversé beaucoup plus l'écosystème. L'évolution est une façon de préserver un équilibre.

Cette régulation existe aussi à un niveau beaucoup plus global :

- A l'échelle géologique des temps, la vie (animale et végétale) régule la composition de l'atmosphère pour maintenir les meilleures conditions de vie.
- Depuis que la vie existe sur terre, l'activité solaire a varié de 30%. L'incidence sur la température moyenne de la terre a été « amortie » par des changements de la composition de l'atmosphère.
- Au niveau de la planète, la vie régule les teneurs en nitrates, ammoniacque et méthane dans l'environnement.

Ces mécanismes de régulation sont « inscrits » chez les êtres vivants. On peut y voir une manifestation de l'instinct, une réaction déterministe en fonction de signaux physiques ou chimiques, ou une réaction consciente à une modification de l'environnement ; on ne peut nier que ces mécanismes existent.

D'une façon ou d'une autre, chaque être vivant possède une connaissance héritée de millions d'années d'évolution. Cette connaissance lui permet d'avoir un comportement adapté à sa propre préservation et à la préservation de son environnement –les deux étant indissociables.

La capacité de régulation des systèmes a ses limites. Lorsqu'une perturbation est trop forte, la stabilité des systèmes est remise en cause, et il faut du temps pour retrouver un autre état stable.

Les « cataclysmes naturels » (invasions de sauterelles ou de criquets, désertification...) sont souvent vus comme la preuve que la « nature » est le lieu de changements et de luttes perpétuelles. On peut y voir au contraire la démonstration de ce qui arrive quand un équilibre est rompu –souvent par l'homme.

- L'introduction d'une nouvelle espèce –animale ou végétale- dans un écosystème peut conduire à un déséquilibre majeur.
 - o Elles peuvent conduire à la désertification complète comme ce fût le cas sur un îlot inhabité où des lapins ont été introduits pour le plaisir de quelques chasseurs. Faute de prédateurs, ils ont proliféré, broutant l'herbe et les jeunes pousses d'arbres. La végétation disparaissant, l'érosion a lessivé les sols. L'îlot autrefois verdoyant et fertile est devenu désertique.
 - o Plus généralement, une nouvelle espèce, si elle survit dans son nouvel environnement, risque fort de proliférer en l'absence du mécanisme régulateur qui existe obligatoirement dans l'environnement d'où elle vient –souvent une autre espèce vivante ou des conditions climatiques.

Depuis des siècles, de telles introductions sont le fait de l'homme –volontairement ou involontairement.

- Il en va de même de l'élimination d'une espèce, qui, ne jouant plus son rôle de prédateur ou de proie, entraîne la prolifération ou la disparition d'autres espèces.
 - o L'élimination d'une étoile de mer sur les côtes californiennes a entraîné la disparition de nombreuses autres espèces, y compris des espèces qui lui servaient de nourriture et auraient donc dû proliférer.
 - o La capture en très grande quantité de grenouilles au Bengladesh, pour le commerce, a entraîné une prolifération d'insectes (la lutte contre ces insectes a d'ailleurs coûté plus que ne rapportait le commerce des grenouilles...). Si nous n'avons pas aujourd'hui la certitude que les invasions de sauterelles ou de criquets sont dus à un déséquilibre créé par l'homme, nous ne pouvons pas exclure cette hypothèse compte tenu des nombreux exemples avérés.
- La déforestation est une cause essentielle de rupture d'équilibre.
 - o On s'aperçoit que de nombreux sites de capitales d'anciennes civilisations sont désertiques, alors qu'ils étaient verdoyants au temps de ces civilisations. La déforestation de grandes surfaces pour la culture, pour le bois de chauffage ou de construction, a entraîné l'érosion des sols et des modifications des régimes de pluies (la forêt régule l'évaporation et retient l'eau de pluie qui, autrement, ruisselle et ne reste pas), conduisant à la désertification.
- D'autres modifications de l'environnement peuvent avoir des conséquences catastrophiques
 - o Pendant des siècles, le Mississippi sortait régulièrement de son lit. Il apportait des alluvions et de l'eau, permettant le développement d'une riche végétation. Ceci avait créé un large delta dont les îles absorbaient la violence des tempêtes. Le fleuve a été canalisé, les alluvions sont parties en mer, au large. Sans eau et sans alluvions, le sol autour du fleuve canalisé s'est asséché et effondré, permettant des remontées d'eau salée qui ont tué la végétation. Enfin, l'assèchement par l'homme de ces terrains a accéléré l'effondrement des sols qui se sont retrouvés nettement sous le niveau de la mer et du fleuve, avec les conséquences que l'on vient de voir lorsque les digues ont cédé au passage de l'ouragan Katrina (le réchauffement climatique lui-même n'étant pas étranger à l'augmentation de la force et de la fréquence des ouragans).

1.3 Le fonctionnement des sociétés traditionnelles

On désigne ici par sociétés traditionnelles les sociétés vivant en autonomie et indépendamment de toute ingérence extérieure, de toute règle imposée de l'extérieur par un état.

Chacune de ces sociétés est différente des autres. On retrouve cependant dans leurs cultures respectives (indiens d'Amérique du Nord ou du Sud, africains ou aborigènes d'Australie, etc.) des similitudes.

Dans beaucoup de sociétés traditionnelles, les humains ont conscience de faire partie d'un tout qu'ils doivent respecter pour pouvoir y vivre.

- ils ne voient pas de différence fondamentale entre l'homme et les autres êtres vivants, considérant que chacun occupe une place équivalente dans le monde ; ceci est particulièrement évident dans les sociétés totémiques (au sein desquelles chaque individu a un totem, un animal auquel il est associé) et les religions animistes (dans lesquelles chaque élément du monde vivant a un esprit : l'esprit de la forêt, du fleuve, de la panthère...)
- ils sont convaincus qu'ils sont indissociables de leur environnement, au même titre que les animaux : de la même façon qu'un lion ne peut pas vivre dans la jungle ou qu'un ours polaire ne peut pas habiter la savane, ils ont conscience qu'ils sont adaptés à leur environnement, ou que cet environnement est le plus adapté pour eux. Ils veulent donc le préserver pour pouvoir continuer à y vivre.

Dans les sociétés traditionnelles-, la stabilité est l'objectif premier. Elle est obtenue grâce à la culture et l'éducation.

- La culture est l'héritage des générations précédentes. Selon le même principe qui a poussé les espèces vivantes à évoluer pour atteindre un état stable, la culture de chacune de ces sociétés a évolué pour garantir la meilleure adaptation possible à son environnement –ce qui implique que ces cultures doivent nécessairement être différentes selon l'environnement dans lequel elles se sont développées. Elle est le fruit d'une expérience millénaire. Elle inclut des règles qui limitent la consommation de ressources, par exemples restrictions pour la chasse. Le résultat est qu'avant l'arrivée des civilisations industrielles, des sociétés se sont conservées de façon stable pendant des millénaires, sans modifier l'écosystème dans lequel elles vivent, et donc sans menacer leur propre survie.
- L'éducation est naturellement le moyen de garantir la stabilité en perpétuant la culture et les règles associées, règles nécessaires à la stabilité. Dans ces sociétés traditionnelles, l'éducation est assurée par la communauté. Toutes les générations partagent la même culture, les jeunes, sujets actifs de leur éducation, ayant l'objectif de devenir des adultes sur le modèle de leurs ascendants. Le passage à l'âge adulte est souvent concrétisé par un rite initiatique qui signifie que le jeune est digne d'entrer dans la communauté à part entière et qu'il en accepte les règles.

Le résultat de cet héritage était une société qui ne modifiait pas l'environnement dans lequel elle vivait

- terres restées fertiles des milliers d'années
- habitat qui ne laisse pas de traces dans l'environnement
- technologies adaptées

Le résultat « naturel » de l'évolution des cultures traditionnelles est une culture qui peut perdurer indéfiniment au sein de son environnement.

Si elles avaient peu de biens matériels, les sociétés traditionnelles connaissaient une abondance de nourriture qu'elles ont souvent perdue.

- les témoignages de nombreux explorateurs en Afrique font état de ressources naturelles abondantes là où la famine est devenue endémique ; une région du Soudan recouverte de champs de coton appauvris par l'érosion s'appelait le pays de Dieu « en raison de sa grande abondance », on y trouvait « de belles forêts (...) et des plaines fertiles et bien cultivées ». Un voyageur parle du Bengale, région qui inclut l'actuel Bangladesh, un des pays les plus misérables de la planète dans ces termes : « tous les siècles ont parlé de l'Egypte comme du meilleur et du plus fertile pays du monde (...) mais selon que j'ai pu reconnaître du royaume du Bengale dans les deux voyages que j'y ai faits, je crois que cet avantage lui est dû plutôt qu'à l'Egypte ».

1.4 Le fonctionnement des sociétés industrielles.

A l'inverse de la biosphère et des sociétés traditionnelles, la compétition est érigée comme le principe de base des relations humaines :

- Compétition dès l'école, exigence de performance
- Guerre économique plus tard –parfois pudiquement appelée libre concurrence

La justification de la compétition est qu'elle est source de progrès, de création de richesse. Sans elle, ce serait la stagnation. Or la stagnation est inadmissible dans un monde dédié au progrès !

Mais quel progrès amène la compétition ?

- la réduction des inégalités ? Non ! (voir entre pays du nord et du sud, et au sein de chaque pays)
- la réduction de la pauvreté, de la famine ? Non ! (voir en Afrique)
- l'augmentation de la richesse des riches ? Oui !

Et à quel prix ?

La compétition entraîne obligatoirement une dépense d'énergie supplémentaire :

- au nom de la mondialisation et de la compétition entre entreprises, pour gagner des marchés, il arrive souvent que des marchandises produites dans un pays A et vendues dans un pays B croisent des marchandises similaires, voire parfaitement identiques, produites dans le pays B et vendues dans le pays A. (exemple : en 1998, la Grande Bretagne a exporté 33 000 t de poulets vers la Hollande, et a importé 61 000 t de poulets de la Hollande). N'est-il pas évident qu'une coopération permettrait de réduire des dépenses énergétiques en consommant prioritairement en A ce qui est produit en A, et en B ce qui est produit en B ?

Dans une compétition, il y a toujours des perdants

- qu'ils soient licenciés ou qu'ils travaillent dans des conditions de plus en plus difficiles, ce sont les salariés qui font sans cesse les frais de la guerre économique
- la guerre économique –la concurrence- est peut-être source de progrès économique, mais pas de progrès humain ! Seule la coopération, la solidarité, l'entraide, sont sources de progrès humain. Elles sont malheureusement reléguées en marge du système pour palier à ses injustices les plus criantes (voir l'aumône faite par les pays riches aux pays dont les populations n'ont pas accès à l'eau potable et à une ration alimentaire correcte : moins de 0,5% de leur « richesse », quelques % de ce qu'ils consacrent à leur armée !).

La compétition engendre l'insécurité, l'absence de repos

- le gagnant d'aujourd'hui est toujours menacé par un nouveau concurrent, aucune bataille n'est gagnée définitivement.

La guerre économique est la seule guerre dont on nous dit à l'avance qu'elle n'aura pas de fin

Dans les sociétés industrielles, tout est vu en terme économique, la seule expression de la richesse est financière.

La richesse humaine, sociale, et celle de la nature, sont complètement ignorées.

- Si le coton a une valorisation financière meilleure à l'instant t que des cultures vivrières, il sera cultivé au détriment de celles-ci, qui seules, pourtant, permettent de nourrir des populations. L'enjeu économique prime sur l'enjeu humain.
- La notion de terre cultivable disparaît : toute terre est cultivable –à condition d'y mettre le prix (apport d'engrais, canaux d'irrigation...). De ce fait, rendre stérile une terre (par la monoculture intensive, par le lessivage d'un sol auquel on a retiré sa couverture naturelle), n'est pas un problème si c'est économiquement intéressant à court terme (si les terres cultivables se raréfient, il deviendra économiquement intéressant de remettre en culture à coup d'engrais chimiques la terre autrefois stérilisée).
- De façon plus générale, les atteintes à l'environnement ne sont prises en compte qu'en terme d'impact économique. Un pays qui émet moins de gaz à effet de serre que ce à quoi il a droit –quel droit, au fait, donné par qui ?- peut vendre à un autre pays son droit à polluer. C'est la manifestation la plus évidente de la marchandisation de la nature.

Puisque tout est réduit à une valeur économique, le don, le partage, sont mesurés

- celui qui donne –même ce qui est pour lui du superflu- a l'impression de s'appauvrir. Même s'il a trop aujourd'hui, il craint de n'avoir pas assez demain et de ne pas pouvoir compter sur la solidarité des autres. Cette

crainte est d'autant plus justifiée que le fait de ne pas donner librement, gratuitement, entraîne une réciprocité. Le partage appelle le partage, l'égoïsme appelle l'égoïsme.

- La plus grande partie de la solidarité de la société (sécurité sociale, retraite...) n'est pas une vraie solidarité car elle ne repose pas sur un don authentique : c'est avant tout un système économique dans lequel tout est pesé, mesuré et qui prend en compte au moins autant les droits à bénéficier de cette solidarité que les besoins.

Dans les sociétés industrielles, il n'y a plus de transmission d'un patrimoine culturel d'une génération à l'autre.

- dans les sociétés traditionnelles, il y a acculturation des nouvelles générations dès leur plus jeune âge au contact des générations qui les ont précédés ; les jeunes participent aux activités des adultes.
- dans les sociétés industrielles, chaque génération vit de plus en plus séparée des autres.
 - o Les enfants et adolescents passent la plus grande partie de leur temps à l'école, dans leur chambre ou avec leurs amis. Même les repas sont de moins en moins l'occasion de rassembler une famille.
 - o Quand ils sont avec des adultes (école, clubs de sport...), ils ne partagent pas leurs activités, ils sont encadrés par eux.
 - o L'éclatement géographique des familles fait que les enfants voient moins leurs grands-parents.
- Le résultat : le « conflit des générations » ou « le fossé entre les générations », une incompréhension et une difficulté pour les générations montantes à s'intégrer au monde des générations qui les ont précédés.
- C'est aussi une perte de la mémoire collective qui était à la fois le résultat et la garantie de la bonne intégration des hommes à leur environnement : souvenir des crues millénaires, connaissance des variétés et des modes de cultures adaptés au sol, maîtrise des techniques de constructions les plus économes en ressources locales et les mieux intégrées, connaissances des animaux et de leurs rôles dans l'équilibre du système, etc....
 - o Aujourd'hui, le divorce est consommé entre les jeunes générations et leur environnement. Un adolescent trouve normal de manger des tomates en hiver, un enfant de 10 ans ne sait pas distinguer un plan de petits pois d'un chou (exemple hélas authentique !)

Dans les sociétés industrielles, face à l'apparition d'un problème résultant d'une perturbation du système, on ne cherche pas à revenir à l'état d'équilibre antérieur. On cherche plutôt des solutions aux conséquences de la perturbation, solutions qui introduisent une nouvelle perturbation.

Par principe, les solutions viennent du progrès scientifique et technique, et on ne retourne pas en arrière. Cela donne par exemple :

- Face à des étés de plus en plus chauds –effets du réchauffement climatique-
 - o On commence par augmenter le nombre des climatisations, consommatrices d'énergie et contribuant donc à accentuer le réchauffement
 - o On imagine des solutions extraordinaires comme par exemple de mettre dans le ciel des gigantesques miroirs pour renvoyer une partie de l'énergie solaire –sans avoir aucune conscience des conséquences possibles sur tous les êtres vivants-, ou de stocker dans le sol des milliards de m³ de dioxyde de carbone.
- Face à la diminution des pluies dans des zones de cultures intensives aux Etats-Unis –conséquences des modifications du cycle de l'eau du fait même de cette culture intensive- on envisage un canal de plusieurs milliers de kilomètres pour amener de l'eau du Nord du continent ; son importance serait telle qu'il entraînerait nécessairement de nouvelles modifications des régimes de pluie –un fleuve ou un canal peut faire office de frontière aux pluies, comme une montagne.
- Les déséquilibres que causent dans notre organisme une nourriture trop riche et trop éloignée de notre régime naturel, des poisons chimiques, du stress, etc.... se traduisent par le développement de maladies cardiovasculaires, de cancers, de diabète,... Plutôt que de chercher à rétablir un équilibre biologique, on invente de nouvelles molécules dont les effets sur l'organisme entraînent d'autres déséquilibres –pudiquement appelés effets secondaires. Un anti-inflammatoire aurait provoqué la mort de plus de 20 000 personnes par arrêt cardiaque...
- Les bébés qui ne sont pas allaités par leur mère ont moins d'anti-corps ; l'environnement urbain et les règles d'hygiène pour les plus jeunes enfants limitent également leurs possibilités de développer des défenses immunitaires adaptées (il a fallu des études scientifiques pour s'apercevoir que des enfants élevés avec des animaux étaient en moyenne moins allergiques que ceux qui en étaient « protégés » !). Cette rupture avec notre environnement naturel se traduit par une plus grande fragilité. La réponse de la société industrielle est de chercher à se propager de toute contamination, par des règles d'hygiène de plus en plus strictes, avec deux conséquences :
 - o L'accroissement de notre fragilité (cercle vicieux)
 - o Un renforcement des agents pathogènes qui, lorsqu'ils ne sont pas complètement éliminés dans une fabrication de nourriture industrielle –ce qui arrive inévitablement de temps à autre-, se retrouvent sans concurrence d'autres micro-organismes et peuvent proliférer de façon plus rapide.

1.5 En guise de conclusion

Si vous avez foi dans le progrès, vous n'avez vu dans ces exemples que ... de la mauvaise foi !

Et il est vrai que nous trouvons tous les jours des exemples qui « prouvent » (pour celui qui veut y croire) que :

- les énergies renouvelables, les progrès techniques, permettront de lutter contre l'effet de serre
- l'agriculture intensive permet de nourrir l'humanité entière (enfin, pas encore... Demandez aux africains ou aux bengalis)
- la médecine permet de sauver des vies qui auraient été perdues il y a 50 ans
- l'amélioration des conditions d'hygiène limite les maladies

... comme nous trouvons tous les jours des exemples qui « prouvent » (pour celui qui veut y croire) que la compétition forcenée et la course incessante –la fuite en avant- dans laquelle la mondialisation et le progrès nous entraînent sont les responsables de bien des maux qu'ils prétendent vouloir soigner.

Cela ne veut pas dire qu'il faut revenir en arrière.

Cela veut dire qu'il faut complètement changer d'objectif,

redéfinir la notion de progrès en ne la réduisant pas à un seul critère économique.

C'est ce point de vue qui est développé dans les pages suivantes.

2 Deuxième partie : une analyse de la mondialisation

2.1 Introduction

(les mots en caractères gras et soulignés renvoient à un des chapitres suivants)

Un vrai débat doit avoir lieu entre deux objectifs de société différents, et peut-être incompatibles :

Posséder toujours plus / Etre plus heureux.

En vous montrant un point de vue différent de celui que véhiculent les média tous les jours, notre but est de vous inciter à considérer les deux options. Libre à vous de vous déterminer ensuite.

Nous faisons d'abord le constat que le modèle libéral ne contribue pas à la satisfaction des besoins humains, mais génère au contraire des inégalités, de l'insatisfaction, du malheur. **L'indice de santé sociale**, basé sur 16 indicateurs de qualité de vie, montre aux Etats-Unis un recul de 40% sur 25 ans, malgré une progression du PIB par tête de près de 70% sur cette période.

Des constats simples, corroborés par des éléments comme la consommation d'anti-dépresseurs, confortent l'idée que le développement, focalisé sur la consommation de biens matériels, ne permet pas la **satisfaction des besoins humains**. Il a bien sûr aussi des conséquences sur l'environnement, comme par exemple **l'effet de serre**.

Nous analysons ensuite la façon dont le système fonctionne. Au niveau global, c'est la façon dont le concept de développement a priori positif et généreux a pris la forme d'un **nouveau colonialisme** et permet l'exploitation des ressources au profit de quelques-uns. C'est **l'agriculture mondialisée** qui détruit l'environnement mais réduit aussi des paysans à la famine. C'est la façon dont nous sommes devenus **esclaves des technologies** censées nous servir. Dans nos sociétés, c'est la façon dont les citoyens sont manipulés pour devenir des **consommateurs**, et la façon dont la **peur** est utilisée pour restreindre nos choix, y compris dans le domaine de **la santé**. C'est encore la façon dont le système de consommation a été concentré au sein d'une **grande distribution** détentrice d'un pouvoir immense. C'est enfin la façon dont les choix de sociétés sont conditionnés par l'obsession des chiffres de l'activité économique qui pousse à apporter de **mauvaises réponses aux problèmes posés**.

Nous montrons ensuite que la croissance et la consommation ne peuvent pas être des réponses aux enjeux que constituent la satisfaction des besoins humains et le respect de l'environnement dans lequel vivront nos enfants. Le niveau de consommation de ressources et de production de déchets est déjà plus élevé que ce que notre planète peut supporter : notre mode de vie ne peut déjà plus être durable, le concept d'un **développement durable** qui permettrait de consommer toujours plus de biens matériels est donc un leurre. L'idée d'un progrès technique permettant de diminuer les impacts environnementaux de la consommation est battue en brèche par l'expérience qui prouve que ces éventuels progrès sont plus que compensés par les consommations supplémentaires qu'ils génèrent : c'est **l'effet rebond**. L'expérience, encore, montre que la **croissance** créatrice d'emploi est un leurre dans les sociétés développées dont les besoins matériels sont satisfaits depuis longtemps mais où les gains de productivité sont constants, et dans lesquelles la recherche d'une consommation maximale crée un **cercle vicieux** destructeur d'emploi et de qualité de vie.

Avant d'aborder la question des changements nécessaires, nous verrons qu'une crise est inévitable à court terme avec **la fin du pétrole bon marché** qui va remettre en cause toute l'économie mondialisée que nous connaissons aujourd'hui.

En guise de conclusion, nous essaierons de poser **la question de la décroissance**, en reposant d'abord la question des objectifs à atteindre avant de poser la question des moyens à mettre en œuvre.

Des changements sont indispensables.

- Ils doivent être culturels, car c'est la somme des actes individuels qui fait bouger le monde.
- Ils doivent être politiques car la législation doit accompagner ces changements dans les domaines de la recherche, l'éducation, l'agriculture, le commerce, l'industrie...

Ces changements sont possibles.

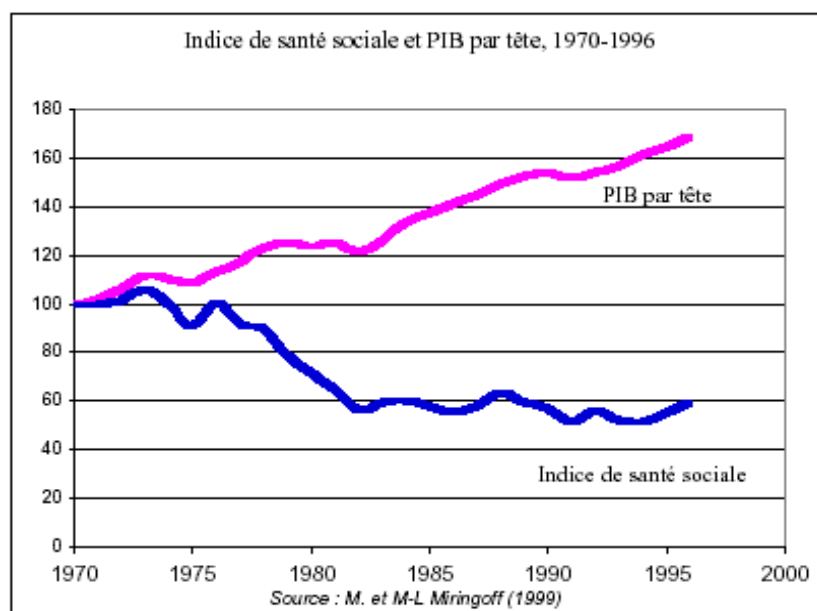
- A vous de jouer !

2.2 L'indice de santé sociale, mesure de la qualité de vie

Malgré l'augmentation du PIB –de la richesse nationale-, la majorité de nos concitoyens ont le sentiment que leur vie est plus difficile aujourd'hui qu'hier : insécurité (délinquance, terrorisme), chômage, stress...

Ce n'est pas qu'une impression, comme le montrent d'autres chiffres que ceux de la croissance. Un institut américain (Fordham Institute for Innovation in Social Policy) a élaboré un indice de santé sociale basé sur 16 indicateurs représentatifs de la bonne santé d'une nation : l'ISH. Voici les éléments pris en compte, par catégories de population :

Enfants	Jeunes	Adultes	Personnes âgées	Tous âges
Mortalité infantile	suicide des jeunes	chômage	pauvreté des plus de 65 ans	délits violents
Maltraitance des enfants	usage de drogues	Salaires hebdomadaires moyens	espérance de vie à 65 ans	accidents de la route mortels liés à l'alcool
Pauvreté infantile	abandons d'études universitaires	couverture par l'assurance maladie		accès à un logement d'un prix abordable
	enfants nés de mères adolescentes			inégalités de revenu familial



Cet indice ne permet pas de donner un chiffre absolu, mais permet de mesurer des variations sur une période donnée.

Avec les valeurs disponibles, les chercheurs ont calculé les variations de l'indice depuis 1970. Leurs travaux, dont le sérieux est reconnu, montrent sans ambiguïté aux Etats-Unis une baisse puis une stagnation de cet indice depuis 1973, malgré une augmentation constante du PIB.

L'ISH, ou la démonstration que la croissance ne fait pas le bonheur...

Autre exemple : en Chine –pays dont la croissance fait rêver nos économistes-, 20% de la population souffre de dépression, le nombre de suicides (2 millions de tentatives par an)... est lui aussi en croissance ... exponentielle ! Et ces dépressions et ces suicides concernent avant tout la fraction de la population qui participe et « bénéficie » de cette croissance...

Des explications :

L'accroissement des richesses d'un côté, l'exclusion du système de l'autre, génèrent frustration, délinquance, insécurité.

- La publicité ne cesse de faire l'étalage de richesses, ne cesse de répéter que chacun y a droit, et pire, que ceux qui ne les possèdent pas sont des « sous individus », indignes d'être reconnus. Ce message –si tu ne possèdes pas, tu n'existes pas- est particulièrement fort chez les adolescents –en quête de reconnaissance justement. Il engendre envie, frustrations, et souvent délinquance.
- De l'autre côté, la possession des richesses génère la peur de les perdre, le réflexe sécuritaire, l'individualisme, l'oubli de la solidarité. Ce n'est que dans les situations de grande détresse et de dénuement (inondation par exemple) que la solidarité retrouve sa place (et encore, pas toujours : voir les scènes de pillage à La Nouvelle-Orléans). En temps normal, celui qui ne possède pas est vu comme une menace par celui qui possède, ce qui renforce encore le sentiment d'exclusion et le besoin de posséder pour faire changer le regard de l'autre.
- La course au profit engendre course à la productivité et délocalisation. Les conditions de travail se dégradent globalement : plus de stress, moins de sécurité (le travail « à vie » devient l'exception). Le chômage et l'exclusion en découlent.

Au final, entre la misère sociale des exclus et la peur des possédants, c'est un mal-être général qui accompagne le culte rendu aux possessions matérielles. C'est ce mal-être qui se traduit par la violence, l'usage des drogues ou de l'alcool, les suicides, etc.... dont l'ISH montre l'évolution. D'autres indicateurs –consommations d'antidépresseurs par exemple- montreraient la même chose.

Nous sommes (globalement) plus riches, mais nous vivons moins bien.

2.3 La satisfaction des besoins humains

Pour mieux comprendre pourquoi nos sociétés globalement si riches génèrent autant d'insatisfaction, il faut revenir sur nos besoins d'êtres humains.

On sait depuis longtemps que nous avons des besoins autres que les besoins matériels. La pyramide ci-dessous, dite pyramide de Maslow, définit 5 niveaux de besoin pour l'être humain. Les niveaux du bas sont prioritaires. Quand un niveau est satisfait, l'individu essaie de satisfaire le niveau supérieur. Aujourd'hui, malgré ou à cause de la multiplication des « richesses » matérielles, les besoins humains sont de moins en moins bien satisfaits.

1. A la base de nos besoins, il y a les besoins physiologiques (autrefois manger, boire, dormir ; maintenant, bénéficier du « confort matériel »). Dans nos sociétés occidentales « développées », ils sont satisfaits pour le plus grand nombre, mais une minorité **croissante** en est exclue.

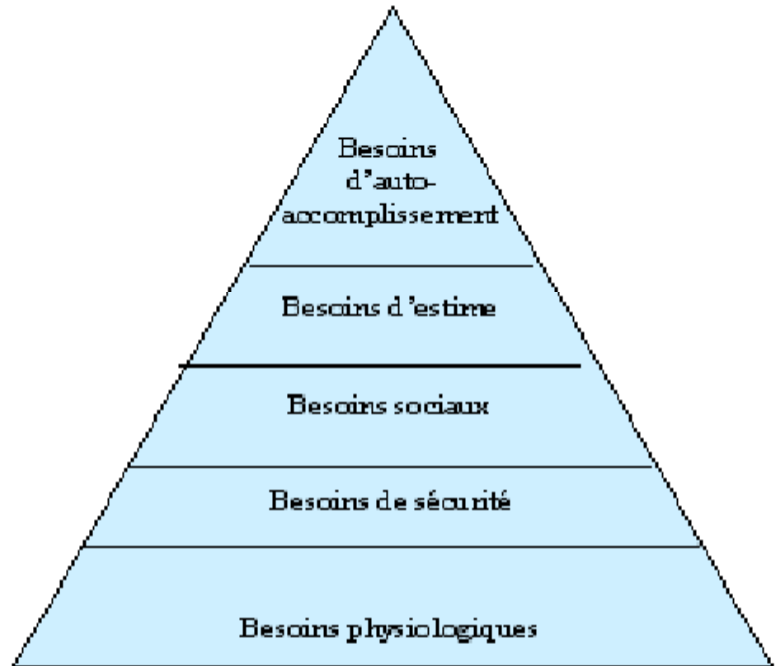
2. Les besoins de sécurité (autrefois l'abri rocheux et le feu, aujourd'hui la confiance en l'avenir) sont de moins en moins satisfaits : peur des agressions, du terrorisme, de la maladie, de perdre son travail... bref, peur du lendemain.

3. Le besoin social est le besoin d'appartenir à une communauté. Il a été assuré par la tribu, puis la famille, le village, l'entreprise, la communauté religieuse. Aujourd'hui, les familles éclatent ; le lien social disparaît dans les villes, noyé dans la multitude ; le sentiment d'appartenance à l'entreprise disparaît, l'entreprise devenant lieu de contrainte et de stress où la compétition l'emporte sur la relation humaine ; la spiritualité a cédé le pas devant le matérialisme. Le lien social a besoin d'une dimension humaine et de solidarité pour s'épanouir ; il s'efface devant la multitude et la compétition permanente.

4. Le besoin d'estime est le besoin d'être reconnu pour ce que l'on est et ce que l'on fait. Lui aussi est noyé dans la multitude. Le travail du N° de matricule xxxxxx, simple rouage d'une entreprise de 100 000 personnes, ne peut pas être reconnu comme celui de l'artisan. En outre, dans la société de consommation fondée sur le « toujours plus », la publicité génère volontairement le message « vous n'avez pas encore ça, vous n'êtes pas estimable ». La publicité est une machine à dévaloriser l'individu en lui montrant ce qu'il n'a pas et en lui faisant croire que ne pas avoir, c'est ne pas être digne d'estime.

5. Le besoin d'auto accomplissement est le besoin de se réaliser, de mettre en valeur son potentiel. Pour certains, ce sera le besoin d'étudier, de développer ses compétences et ses connaissances personnelles ; pour d'autres, de créer, d'inventer, de faire ; pour d'autres, la création d'une vie intérieure... Toutes ces aspirations sont noyées, étouffées par la société de consommation, le matraquage publicitaire qui essaie d'imposer à tous un modèle unique de consommateur, qui ne correspond pas aux aspirations profondes, toutes différentes, de chaque individu. Pris dans un mouvement orchestré dans le seul but de faire plus de profit en vendant plus, l'individu est entraîné avec le troupeau. Oser la différence pour réaliser ses aspirations profondes, c'est affronter la marginalisation. C'est difficile, et seule une toute petite minorité ose vivre ses rêves ; les autres sont frustrés de ne pas prendre cette liberté.

L'humanité perd sa dimension humaine : perdu dans la multitude, réduit à l'anonymat d'un numéro de sécurité sociale ou de carte de crédit, l'individu n'est plus reconnu en tant qu'individu. Et il le vit mal.

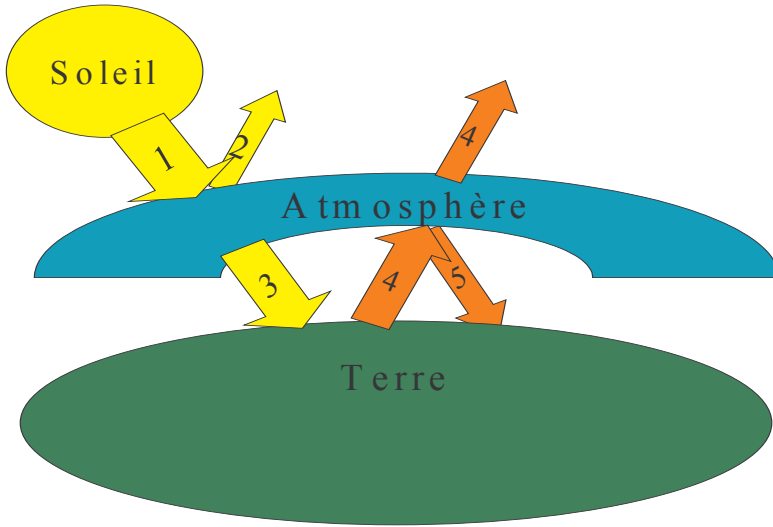


Notre monde n'est plus à dimension humaine

2.4 Un exemple d'impact sur l'environnement : l'effet de serre

A côté de ses répercussions sur nous-même, nos modes de consommation ont aussi un impact majeur sur l'environnement. Prenons l'exemple de l'effet de serre, dont on parle beaucoup.

Qu'est-ce que l'effet de serre ?



1. Le Soleil diffuse son énergie sous forme de rayons. Ces derniers traversent l'espace et atteignent l'atmosphère terrestre.
2. Une partie des rayons les plus dangereux sont renvoyés dans le vide spatial par la couche d' ozone, située au sommet de l' atmosphère.
3. Les autres rayons pénètrent l'atmosphère et arrivent à la surface de la Terre, qu'ils réchauffent.
4. La terre réchauffée émet vers l'atmosphère des rayons infrarouges.
5. Une partie de ces rayons est renvoyée par l'atmosphère vers la terre. L'énergie –la chaleur– ne peut pas s'échapper, c'est l'effet de serre.

L'effet de serre est à la base un phénomène naturel, mais il est accentué par les concentrations en gaz polluants rejetés de plus en plus massivement par les activités humaines.

S'il est difficile d'avoir des prévisions exactes pour le 21^{ème} siècle, certains éléments sont cependant indiscutables :

1. Le réchauffement climatique a commencé

- Sur les 20 années les plus chaudes enregistrées (globalement, sur l'ensemble de la terre), 19 sont postérieures à 1980.
- Les glaces fondent, et de plus en plus vite : 220 km³ (220 milliards de m³) de glace du Groenland ont fondu en 2005, contre 90 en 1996 ; la montée du niveau des mers a commencé, l'évacuation du premier atoll du Pacifique (quelques milliers de personnes) a été décidée en 2005.
- L'impact sur les espèces vivantes est déjà mesurable : déplacement d'espèces végétales vers des altitudes supérieures, déplacement de populations de poissons vers le nord (jusqu'à 400 km plus au nord pour certaines espèces), changement de périodes de migrations (décalage de 3 semaines)...

2. Le réchauffement climatique va se poursuivre et s'accélérer

- la teneur en CO₂ de l'atmosphère a un effet direct sur l'effet de serre ; elle va continuer à augmenter du fait des activités humaines
 - o la concentration en CO₂ dans l'atmosphère était de 180 ppm (0,018%) pendant l'ère glaciaire, de 280 ppm au début de l'ère industrielle, de 381 ppm aujourd'hui, et chaque tonne de combustible fossile brûlé (pétrole, gaz, charbon) la fait augmenter
- deux phénomènes naturels au moins, provoqués par le réchauffement, vont l'accroître :
 - o les glaces renvoient 90% de l'énergie solaire vers le ciel, la terre n'en renvoie que 20%, et les mers 10% ; moins il y a de glaces (glaciers en montagne et calottes polaires), plus le globe terrestre absorbe d'énergie et se réchauffe vite
 - o le permafrost, les terres gelées en permanence en Alaska, au Canada, en Sibérie, contiennent de la matière organique partiellement décomposée. Avec le réchauffement, ces terres dégèlent, la matière organique finit de se décomposer et libère des gaz à effet de serre : méthane et CO₂. On estime la quantité de carbone susceptible d'être relâchée dans l'atmosphère entre 200 et 800 milliards de tonnes, à comparer aux 7 milliards de tonnes relâchées chaque année par les activités humaines. Étendue sur un siècle, la libération de ce carbone se traduirait par une augmentation de l'émission de gaz à effet de serre comprise entre 30 et 100%.
- Un troisième phénomène pourrait accentuer le réchauffement : la multiplication des sécheresses entraînerait plus d'incendies, et donc plus d'émissions de CO₂

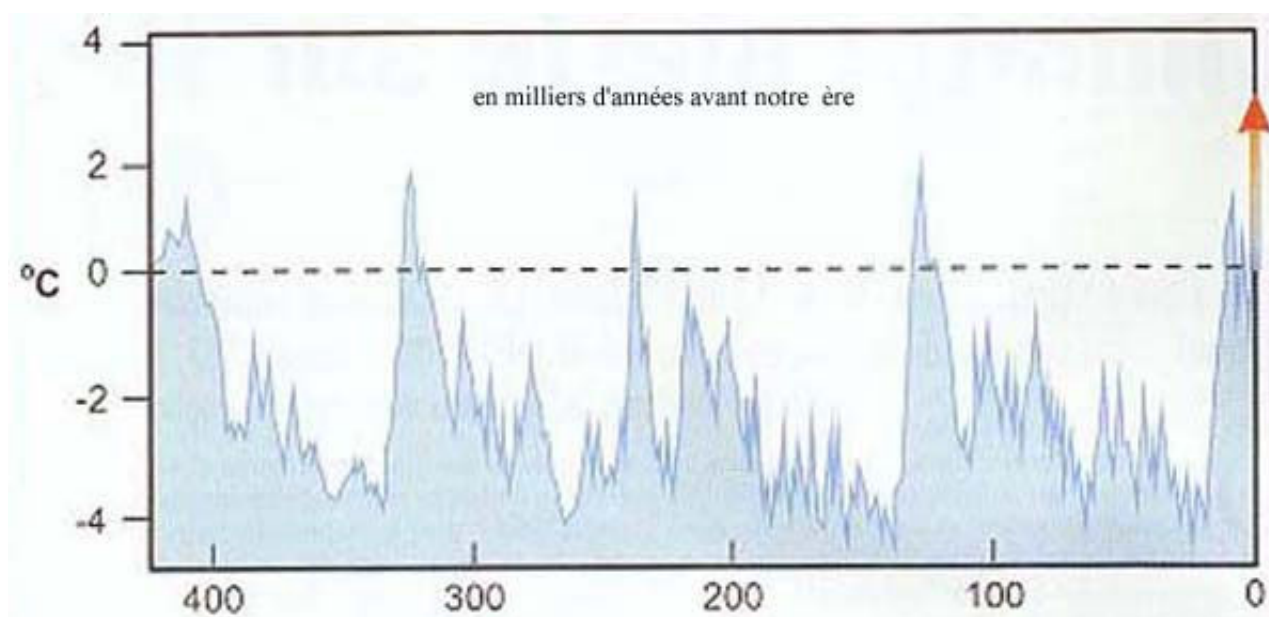
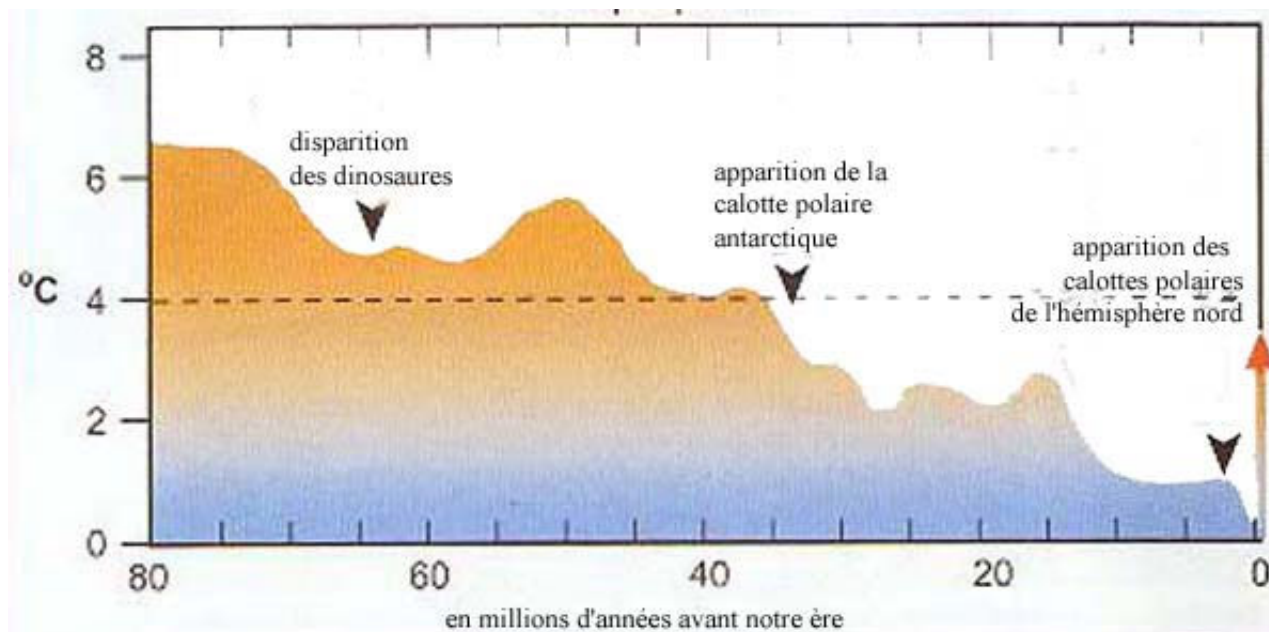
3. Les répercussions du réchauffement climatique seront multiples

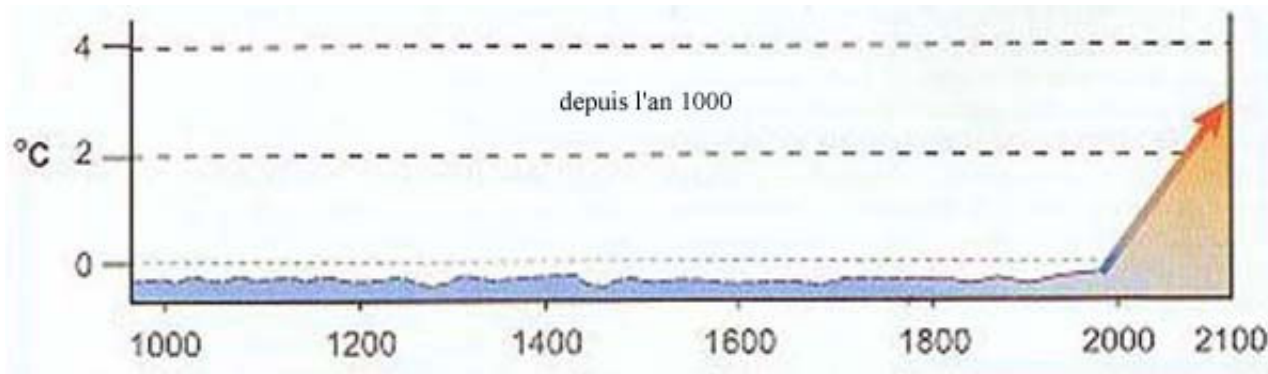
- la montée du niveau des mers ;
 - o elle est due à la fonte des glaces et au réchauffement de l'eau (l'eau chaude prend plus de place que l'eau froide)
 - o la dernière étude publiée par le magazine américain Science prévoit une hausse de **6 m** en 2100
 - o si toutes les glaces du Groenland fondent, le niveau des mers va monter de **7 m**
 - o si toute la calotte polaire du continent antarctique fond, le niveau va monter de **65 m supplémentaires**.
 - Or cette calotte polaire s'est formée alors que la température moyenne de la terre n'était que 3 à 4 °C au-dessus de la température actuelle

Avec une montée des eaux de 6m, la plus grande partie du Bangladesh et de ses 123 millions d'habitants sera recouverte par les eaux. Potentiellement, ce sont plusieurs centaines de millions de « réfugiés climatiques » dans le monde.
Avec une montée des eaux de 65 m...
- des perturbations majeures du climat ;
 - o la canicule de 2003 pourrait devenir la norme à la fin du siècle en France, la garrigue pourrait envahir la Bretagne.
 - o une multiplication des ouragans comme Katrina ; les ouragans naissent et tirent leur énergie de la mer ; plus elle est chaude, plus les ouragans seront nombreux et puissants.

- En 35 ans, le nombre d'ouragans de force 4 et 5 a doublé ; la vitesse et la durée moyenne des ouragans a augmenté de 50%
- Une multiplication des périodes de sécheresse, en particulier là où les rivières et les fleuves sont alimentées l'été par la fonte des neiges (avec le réchauffement, il y aurait moins de neige et elles fondraient beaucoup plus vite au printemps)
- Le gulf-stream, courant marin, amène de l'eau chaude le long de nos côtes. Sans lui, nous aurions le climat de New York, qui est à la même latitude que Madrid et connaît couramment des hivers à -20°C . Le gulf-stream est « entretenu » par les glaces polaires. Plus de banquise, plus de gulf-stream.
- La disparition accélérée d'espèces animales et végétales :
 - à la fin de l'ère secondaire, on attribue à un réchauffement de 10°C (en deux grandes phases successives) la plus grande extinction connue d'espèces de l'histoire de la terre : 95% des espèces vivantes, animales et végétales avaient disparu.
 - Une partie du CO_2 de l'atmosphère est absorbée par les océans; l'acidification des mers qui en résulte risque d'empêcher la formation du carbonate de calcium, constituant des coquilles ; dans certaines zones, une diminution de l'épaisseur des coquilles a déjà été constatée. Ce pourrait être la fin des coquillages.
- Des changements dans les aires de répartition des espèces et des maladies, avec comme conséquences le bouleversement de l'agriculture mondiale et l'apparition de maladies tropicales en Europe (paludisme par exemple)
 - Des insectes parasites des cultures en Afrique sont déjà arrivés en France pendant la canicule de 2003.
 - Il a suffi d'une augmentation moyenne de la température de la mer du Nord de $0,6^{\circ}\text{C}$ pour qu'une espèce de poissons remonte de 400 Km vers le Nord

Voir ci-dessous ce que représente une augmentation de la température moyenne de la terre de 3°C , sur 3 échelles de temps : 80 millions d'années, 400 000 ans (cycles glaciaires successifs), et 1000 ans. Cela nous ramène 35 millions d'années en arrière, alors qu'il n'y avait pas de glaces au pôle nord, et qu'elles n'étaient pas permanentes au pôle sud !





Les sources de gaz à effet de serre (en abrégé GES) :

Tous les gaz ne se comportent pas de la même façon. Le dioxyde de carbone, CO₂, est en volume, le plus important des gaz à effet de serre (et de très loin). Il provient essentiellement de la combustion des énergies fossiles : charbon, pétrole, gaz, pour les transports (carburants), le chauffage des habitations, l'industrie, la production d'électricité... Mais d'autres gaz (heureusement présents en quantité beaucoup plus faible) ont un effet proportionnellement plus important : pour une même quantité de gaz dans l'atmosphère, les gaz des circuits de climatisation des voitures (circuits qui fuient très souvent) ont un effet de serre 2000 fois plus fort que le CO₂ ! Le méthane –produit par exemple par la digestion des vaches- a un effet 20 fois plus fort que le CO₂.

Origine des GES en France	émissions 1990		émissions 2002		projection 2010 sans Plan Climat		prévisions 2010 avec Plan climat		Emissions en millions de tonnes d'équivalent CO ₂ .
transports	121.5	22%	149.5	27%	175.1	28%	154.8	28%	
industrie	141.2	25%	115	21%	118.3	19%	107.3	19%	
agriculture et forêt	116.1	21%	108.6	20%	108.1	17%	105.7	19%	
bâtiments	89.5	16%	97.4	18%	116.6	19%	99.9	18%	
énergie	80.6	14%	68.6	12%	87.8	14%	71	13%	
Gestion des déchets	15.9	3%	14.7	3%	13	2%	12.5	2%	
	564.8		553.8		618.9		551.2		

Les transports sont le premier producteur de GES en 2002, et leurs émissions ne font qu'augmenter, malgré les progrès des moteurs. On transporte toujours plus, toujours plus loin. Le chauffage des bâtiments aussi, malgré les progrès en isolation (augmentation de la surface moyenne par habitant, développement des climatisations). En volume, l'industrie a diminué depuis 1990 mais reste maintenant stable... malgré les délocalisations qui, elles, contribuent à l'augmentation dans les pays en voie de développement.

Le protocole de Kyoto

Le protocole de Kyoto impose à 34 pays industrialisés signataires de ramener en 2012 leurs émissions à 5% (en moyenne) au-dessous du niveau de 1990. C'est l'objectif du plan climat en France (dernière colonne du tableau). C'est bien mais...

- les Etats-Unis (plus gros « pollueur ») n'ont pas ratifié le protocole. Leurs émissions devraient augmenter de 15% entre 1990 et 2010, avec cet argument « le niveau de vie des américains n'est pas négociable », et ce corollaire « après moi le déluge » !
- les pays en voie de développement (même signataires du protocole) ne sont astreints à aucun engagement. La Chine émet plus de GES que l'Europe (à 15), ses émissions augmentent avec sa croissance économique, elle sera bientôt le premier pays émetteur.

Le transport aérien mondial de marchandises (le plus gourmand en énergie) a triplé de 1985 à 1997 ! Les transports de voyageurs augmentent de 5% par an. Au nom du libre échange et du moindre coût, on assiste à des aberrations (exemples bien réels !) :

- les ingrédients d'un pot de yaourt aux fraises fabriqué en Allemagne parcourent un cumul de 3500 kilomètres avant d'être réunis
- Un industriel allemand envoie ses pommes de terre se faire laver et découper en Italie avant de les rapatrier et les revendre
- Des crevettes danoises sont décortiquées au Maroc, puis renvoyées au Danemark d'où elles repartent pour être commercialisées
- Des cure-dents en bois fabriqués au Japon sont exportés aux Etats-Unis et croisent des baguettes en bois qui font le trajet inverse.
- En 98, la Grande Bretagne exportait 33 000 tonnes de poulet aux Pays-Bas et en importait 61 000 tonnes. N'est-il pas évident qu'il vaudrait mieux consommer en priorité les poulets anglais en Angleterre ? Même chose avec les tomates espagnoles et hollandaises qui se croisent en France, les unes allant vers le nord, les autres vers le sud ?

Résultat : la distance moyenne parcourue par les marchandises augmente sans cesse !

Au final, le protocole de Kyoto n'empêchera pas une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, **alors qu'un comité de scientifiques mandaté par l'ONU dit qu'il faudrait pour stabiliser le climat diminuer les émissions mondiales de 60 ou 80% !**

Ce que l'on fait : des mesures pour consommer « mieux », c'est-à-dire en polluant moins. Aucune mesure pour consommer moins :

Aucune des mesures du plan climat ne vise à diminuer les transports (marchandises ou personnes). Aucune mesure liée aux climatisations ne vise à limiter leur développement, qualifié « d'irrépressible ». Malheureusement, l'expérience prouve que le « consommer mieux » ne peut pas compenser le « consommer plus » (voir le chapitre sur le progrès technique et l'effet rebond).

Notre environnement se dégrade et nous n'y faisons (presque) rien

2.5 Développement, colonialisme et inégalités

C'est bien beau de dire qu'il faut consommer moins, mais le développement est pourtant le seul moyen de tirer les pays pauvres de leur misère ! ... C'est du moins l'argument moral « massue » pour justifier la croissance sans fin.

S'il n'est pas contestable que des pays aient besoin de « se développer » -ne serait-ce que fournir à tous de l'eau potable !-, on peut s'interroger sur le but réel et la finalité du développement économique tel qu'il est conduit aujourd'hui.

Loin d'aider les pays dits « sous-développés », il contribue à développer les inégalités et à créer de la misère dans ces pays. Il n'est qu'une nouvelle forme de colonialisme : le colonialisme économique.

Des explications :

- Le colonialisme apportait aux pays occidentaux à la fois des marchés pour leurs produits et de la main d'œuvre et des matières premières bon marché. Dès la fin de la deuxième guerre mondiale, hommes d'affaires et politiques ont compris que ce système ne pourrait plus continuer longtemps. Ils lui ont cherché un substitut : ce serait le libre-échange mondial. Les avantages devaient en être les mêmes : débouchés pour les produits des pays occidentaux, accès aux ressources bon marché des anciens pays colonisés. Entre partenaires si inégaux, il devait se traduire par un impérialisme économique.
- L'aide au développement allait être l'instrument de cet impérialisme. L'idée, en apparence généreuse, était d'aider par des apports de technologies et de capitaux les états sous-développés à accroître leur activité industrielle et améliorer leur niveau de vie. En pratique, ce fut le moyen de les asservir.
 - o L'aide sert à financer les infrastructures nécessaires au double rôle de marché et de pourvoyeur de main d'œuvre et matières premières à bas prix : infrastructures de communications (aéroports, ports, routes...) et de télécommunication, production d'énergie... Pendant longtemps, l'affectation de l'aide à des dépenses sociales qui ne contribuaient pas aux exportations était même *interdite* par le fond monétaire international !
 - o Ces dépenses sont réalisées par des entreprises transnationales (bureaux d'études, entreprises de bâtiment et travaux publics) ; l'aide revient immédiatement dans les circuits économiques occidentaux
 - o L'aide sert aussi à s'assurer de la complaisance aux gouvernements de ces pays (corruption généralisée et possibilité d'acheter des armes –aux firmes transnationales- pour se maintenir au pouvoir)
 - o Enfin et surtout, l'aide est un instrument pour endetter les pays dits « sous-développés », et donc pour les asservir. Endettés, ils doivent se soumettre aux conditions imposées par leurs créanciers : priorités aux exportations, impossibilité de refuser les investissements étrangers (colonialisme économique), obligation d'ouverture des marchés, importations forcées de produits alimentaires subventionnés par les économies occidentales ... Si les pays créanciers ne veulent pas annuler la dette, ce n'est pas parce qu'ils en veulent le remboursement, mais parce que c'est un instrument de pouvoir.
 - o Chaque année, les pays du tiers monde payent 350 milliards de dollars pour rembourser la dette... à comparer avec les 80 milliards de dollars par an qui leur manquent pour assurer alimentation, eau, éducation, soins (chiffres des Nations Unies)
 - o En 1998, les 41 pays les plus endettés ont transféré vers les pays du nord 1680 milliards de dollars de plus que ce qu'ils en ont reçu : en clair, les pays du sud s'appauvrissent encore au profit des pays du nord qui « pompent » leurs richesses
- Les conséquences de cette aide au développement sont dramatiques. A côté du développement d'une classe moyenne « occidentalisée » (nouveau marché pour les produits occidentaux), les conditions de vie du reste de la population se dégradent.
 - o Les petits paysans sont ruinés par la concurrence déloyale des importations de denrées alimentaires subventionnées.
 - o Ils quittent leur terre, qui sont récupérées pour les cultures exportatrices contrôlées par les firmes transnationales. Les cultures vivrières disparaissent et la dépendance alimentaire s'installe ou s'accroît.
 - o Les artisans, dont une partie de l'activité dépend des paysans et qui sont également concurrencés par les importations de produits manufacturés, sont ruinés à leur tour.
 - o Paysans et artisans vont grossir la masse de main d'œuvre bon marché dans les bidonvilles autour des métropoles.

Des preuves dans le rapport mondial sur le développement humain, PNUD, Nations Unies, 1998

- En 1960, les 20 % de la population mondiale vivant dans les pays les plus riches avaient un revenu 30 fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres. En 1995, leur revenu était 82 fois supérieur.
 - Pas moins de 100 pays - tous en développement ou en transition - ont connu un recul économique sérieux au cours des trente dernières années. Le revenu par habitant y est inférieur à ce qu'il était il y a dix, quinze, vingt, voire trente ans.
 - En Afrique, le nombre de personnes sous-alimentées est passé de 103 millions en 1970 à 215 millions en 1990.
 - 2,9 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour ; parmi elles 1,2 milliards survivent avec moins de 1 dollar.
 - Les inégalités se creusent aussi en Occident : + 60% de familles sous le seuil de pauvreté au Royaume-Uni dans les années quatre-vingt.
 - En 1998, les patrimoines des trois personnes les plus riches du monde dépassaient ensemble le PNB global des 48 pays les moins avancés.
 - Sur les 4,4 milliards d'habitants des pays en développement, près des trois cinquièmes sont privés d'infrastructures sanitaires de base. Près d'un tiers n'a pas accès à l'eau potable. Un quart ne dispose pas d'un logement correct. Un cinquième n'a pas accès aux services de santé moderne. Un cinquième des enfants n'absorbe pas suffisamment de calories et de protéines. 2 milliards d'individus souffrent d'anémie, dont 55 millions dans les pays industrialisés.
 - En 2005, un rapport de l'ONU prévoit que d'ici 2050 3 milliards d'individus vivront dans les bidonvilles, 3 fois plus qu'aujourd'hui !
- Croire que le développement est une solution au drame de la misère, c'est refuser de voir que depuis des décennies, le développement économique axé sur le développement des exportations génère de plus en plus d'inégalités, entre pays du nord et pays du sud, et à l'intérieur de tous les pays.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut plus de développement. Cela signifie qu'il faut redéfinir les objectifs du développement : l'autosuffisance alimentaire de chaque pays, l'accès à l'eau potable, aux soins, à l'éducation, au logement... et pas augmenter un PIB par tête qui masque la misère.

L'éradication de la pauvreté ne passe pas par un développement axé sur des exportations, qui bénéficie d'abord aux pays développés.

2.6 L'agriculture mondialisée

De la même façon que le développement crée de la misère, l'agriculture intensive, industrielle, contribue aux famines et à la malnutrition dans les pays du sud.

La raison en est simple : son but n'est plus de produire ce qui est nécessaire pour nourrir la population, mais de gagner de l'argent ! Or, non seulement ceux qui manquent de nourriture manquent aussi d'argent –ce n'est pas nouveau, c'est presque une palissade-, mais ils ont de moins en moins la possibilité de produire leur propre nourriture.

Comment cela fonctionne :

- développement de monocultures spécialisées (blé ici, riz là-bas, cacao ailleurs) « industrielles », destinées à l'exportation
- obligation pour commercialiser une variété de la faire répertorier (processus coûteux) ;
- Sélection de quelques variétés, très productives mais très exigeantes en apports (engrais, eau, traitements) ; en achetant des semences de cotons réputés plus productifs, mais vulnérables aux insectes, les paysans du Warangal, en Inde, ont dû multiplier leurs achats de pesticides par 20 ; les variétés modernes soi-disant résistantes ont besoin de 36 milliards de dollars par an de produits de traitement !
- mainmise de firmes transnationales sur les variétés indigènes, tentatives de les faire breveter (l'accord international sur les droits de propriété intellectuelle liée au commerce, ADPIC, permet de breveter le vivant) pour détenir le monopôle de la semence et interdire aux paysans de produire leur propre semence d'une année à l'autre ;
- Commercialisation essentiellement de variétés dites F1, dont les caractères ne sont pas fixés (pour que les graines produites par la plante ne soient pas utilisables pour semer l'année d'après) ou de variétés protégées par brevet ; en France, 2% seulement des variétés de tomates commercialisables sont du domaine public, 11% sont protégées par brevet, 87% sont des hybrides F1
- Toujours pire : Développement de variétés génétiquement modifiées, programmées pour être stériles ou pour ne se développer qu'en présence dans le champ de tel ou tel produit chimique !
- ouverture obligatoire des marchés (règles de l'OMC, l'organisation mondiale du commerce) permettant de venir concurrencer les petits paysans des pays du sud avec des produits d'agriculture industrielle des pays du nord (Etats-Unis, Europe), fortement subventionnées

Les conséquences :

- ruines des petits paysans et des artisans vivants de la transformation des produits, concurrencés par les importations subventionnées, contraints à aller grossir la foule des miséreux autour des villes (voir le chapitre développement et colonialisme)
- réduction de l'autosuffisance alimentaire des pays du sud (exemple : en 1986, avant d'ouvrir son économie, Haïti produisait presque tout son riz ; en 1996, l'île a importé 196 000t de riz américain subventionné, pour 100 millions de dollars, ne produisait presque plus de riz, et la faim a augmenté)
- vulnérabilité économique de ces pays, très dépendants des fluctuations des cours mondiaux de leurs exportations (café, cacao, coton...) pour pouvoir acheter les produits alimentaires qu'ils ne produisent plus eux-mêmes
- endettement et asservissement des paysans aux firmes transnationales qui fournissent les semences, les engrais, les produits de traitement (10 entreprises contrôlent 50% des semences et 60% de l'agrochimie (engrais et traitements) vendues dans le monde)
- réduction de la biodiversité et de la capacité de résistance des plantes (la diversité génétique étant la meilleure protection contre les maladies, les parasites, les changements de l'environnement)
- atteintes à l'environnement par les engrais (nitrates dans les nappes phréatiques), les produits de traitements (exemple du Gaucho), les consommations d'énergie (fabrication d'engrais, mécanisation)
- épuisement et érosion des sols par la monoculture.

Seules bénéficiaires : les firmes transnationales qui contrôlent le marché.

Les alternatives :

Les méthodes de culture traditionnelle, issues de millénaires d'expérience et adaptées à chaque environnement, ou de nouvelles méthodes d'« agro écologie » permettent des rendements parfois bien meilleurs que les « meilleures » cultures industrielles, sans leurs inconvénients.

- l'association simultanée de plusieurs cultures ayant des besoins différents augmente les rendements globaux d'une parcelle (exemple à Cuba : l'association de manioc, haricot (ou tomate) et maïs, ou de manioc et patate douce, permet des rendements de 1,45 à 2,82 fois supérieurs à ceux de la monoculture)
- des « plantes de couvertures » protègent les sols de l'érosion, fixent l'azote de l'air et produisent de la matière organique qui sera, après enfouissement, disponible pour les autres plantes (exemple avec le haricot Macuna au Nicaragua : 5 fois moins d'engrais et rendements multipliés par 3)
- l'association de plusieurs variétés réduit la propagation des maladies, sans traitement chimique
- des canards élevés dans les rizières éliminent les insectes, plantes, escargots parasites, (et économisent 240 heures de travail par hectare et par an) oxygènent l'eau et produisent de l'engrais (meilleure croissance du riz) ; une ferme de 2 hectares peut nourrir 100 personnes en produisant 7 tonnes de riz, 300 canards, 4000 canetons et des légumes
- les légumineuses fixent l'azote de l'air dans le sol où les autres plantes peuvent l'utiliser, ce qui permet de se passer d'apport de nitrates
- les animaux de traits produisent de l'engrais naturel, se reproduisent (pas les tracteurs !), ne tassent pas trop le sol

Il est urgent de relocaliser l'agriculture : produire sur place ce qui est nécessaire pour nourrir les populations. C'est à cette seule condition que nous reviendrons à une agriculture durable, car c'est une évidence : un paysan qui cultive sa terre ne peut pas se permettre de l'épuiser. Une firme internationale n'a pas de patrie ; si le sol est épuisé ici, elle va le faire cultiver ailleurs.

**Les industriels de l'agriculture ont confisqué à leur profit la terre des paysans.
Il faut la leur rendre.**

2.7 L'homme, esclave de ses outils

Un des instruments de la confiscation de l'agriculture a été la technologie. En imposant une agriculture dépendante des machines, des produits chimiques, les industriels ont rendu les paysans captifs. Mais cette dépendance n'est pas propre à l'agriculture : dans tous les domaines, l'homme ne sait plus se passer d'outils toujours plus complexes et toujours plus coûteux.

... tellement coûteux qu'ils demandent parfois à l'homme plus de travail qu'il ne lui en épargnent !

Plus grave : le développement des technologies s'accompagne d'une augmentation des risques.

Regardons comment cela se passe au quotidien.

- Dans beaucoup d'activités, industrielles ou même domestiques, le travail s'arrête quand l'outil est en panne ; soit parce que l'homme a oublié les gestes, la technique qui lui permettrait de se passer de l'outil, soit parce qu'il n'a pas la force nécessaire (ex : un homme pouvait porter une botte de paille autrefois, il ne peut pas déplacer les bottes que font les moissonneuses actuelles).
- L'outil seul n'est rien. Pour le faire marcher, l'homme doit mettre en œuvre tout un système (production et distribution d'électricité en premier lieu, mais aussi réseau de transport, approvisionnement en eau...). Il faut travailler, y compris la nuit, les WE, les jours fériés, pour faire fonctionner, pour dépanner le système.
- Il faut travailler pour se payer l'outil qui doit économiser de la fatigue et du temps.
 - o Un exemple : un automobiliste gagnant 1500 € (10 000 F) net par mois, qui fait 15 000 Km par an (moyenne des véhicules essence) pour un coût réel de 38 centimes d'euro du Km (2,50 F pour l'achat, le carburant, les péages et parking, les assurances, l'entretien...) doit travailler environ 500 heures par an (presque 1/3 de son temps de travail) pour se payer ses kilomètres ! En travaillant 500 heures de moins, et en ajoutant les 200 heures qu'il passe dans sa voiture, il aurait le temps de faire la même distance en vélo, à 20 Km/h...
- L'évolution des outils impose à l'homme de les remplacer, même s'ils fonctionnent encore ; c'est la dictature du progrès qui fait qu'on ne peut plus utiliser des outils devenus incompatibles avec les normes en vigueur (ex : informatique). C'est aussi l'obligation de se former à son utilisation, d'y consacrer du temps et de l'argent, alors même que le changement n'était pas jugé nécessaire, ni même souhaitable.
- La complexité des systèmes réduit l'autonomie de celui qui utilise l'outil ; de moins en moins d'utilisateurs peuvent fabriquer ni même dépanner leurs outils, ce qui accroît leur dépendance.
- Si un outil permet effectivement de gagner du temps, il devrait permettre de travailler plus tranquillement. Il n'en est rien : le niveau de productivité minimum remonte, le temps gagné doit être utilisé à produire plus. Le développement des outils entretient la course sans fin à la productivité dans laquelle de plus en plus de travailleurs perdent pied.
- La possession de l'outil (devenue obligatoire) fait que l'on attend plus de vous. Exemple : beaucoup de professionnels se sont vus imposer un téléphone portable, devenu indispensable en quelques années (bien qu'on s'en soit passé pendant des décennies : comment ?). Aujourd'hui, ils sont tenus d'être joignables à tout moment, et de répondre rapidement aux messages qu'on leur laisse. Liberté ou asservissement supplémentaire ?

Une conséquence majeure : notre vulnérabilité

- Le travail s'arrête sans l'outil
- Plus grave : la concentration des populations, l'interconnexion des systèmes fait qu'une défaillance peut toucher des millions de personnes, voire plus. Imaginons les conséquences :
 - o d'un virus informatique qui paralyserait la production d'électricité, ou le paiement par carte de crédit, ou Internet...
 - o plus localement, d'une panne ou d'un acte de malveillance sur les usines de potabilisation de l'eau de la région parisienne
 - o d'une vraie pénurie de pétrole (épuisement inévitable des réserves ou, avant, actions terroristes ou guerre dans l'ensemble des pays du Moyen Orient) qui réduirait de façon drastique les transports.

Chaque risque supplémentaire est (en principe !) pris en compte et des mesures de préventions et de protection sont prises. Mais cela se fait au prix d'une complexification du système, qui devient encore plus difficile à maîtriser.

D'autres conséquences :

- une perte de sa liberté de décisions (il est pourtant possible de faire d'autres choix). Tout est fait pour nous faire rentrer dans un engrenage
- la diminution du lien social et de la solidarité, le développement de l'individualisme : pour certaines activités (moissons, travaux d'intérêt général), la communauté se rassemblait. Aujourd'hui, l'outil remplace la communauté, et si l'outil tombe en panne, la communauté ne sait pas le remplacer.

La mécanisation à outrance prive l'homme d'une partie de sa liberté de choix et de son autonomie.

2.8 De l'individu au consommateur

Comment en est-on arrivé là ? Comment nous sommes-nous retrouvés dans un monde en voie de déshumanisation ? Où nous sommes-nous fourvoyés ? Une partie au moins de la réponse est liée à l'évolution récente de l'économie.

Initialement, l'économie avait pour but de gérer au mieux des ressources et des activités pour satisfaire les besoins d'une collectivité –d'abord le foyer, la maison, puis, par extension, la cité. Les échanges de biens et de services avaient pour objectif de répondre aux besoins de tous à travers une spécialisation. Le « vendeur » et « l'acheteur », le client et le fournisseur appartenaient au même groupe de personnes. Aujourd'hui, un renversement complet a eu lieu :

- d'une part, l'activité économique d'un organisme est tournée vers des clients extérieurs ;
- d'autre part, elle n'est plus dirigée vers des personnes ayant des besoins à satisfaire, mais vers des personnes ayant des moyens, des ressources disponibles. Son objectif n'est plus de répondre à des besoins, mais de capter à son profit les ressources disponibles.

Pour capter ces ressources, il faut bien fournir quelque chose en échange. Or, dans nos sociétés développées, les besoins fondamentaux sont depuis longtemps satisfaits pour la très grande majorité de la population. Pour capter les ressources disponibles, pour vendre toujours plus, il faut créer de nouvelles envies.

Par ailleurs, la production automatisée fonctionnant par grandes séries, et les goûts des individus étant spontanément très divers, il faut canaliser les envies vers des modèles stéréotypés, aussi peu nombreux que possibles.

L'instrument majeur de cette révolution du monde économique va être la publicité. De simple outil d'information, elle va évoluer en outil de propagande dont le but est de définir quelques modèles stéréotypés, en nombre aussi réduit que possible, et d'imposer quelques idées simples :

- Il faut être conforme à un de ces modèles –et en posséder les attributs- pour exister en tant qu'individu.
- Le produit proposé est indispensable ; il répond à un besoin, pas à une envie
- Chacun a le droit d'acheter ; se voir refuser ce droit -par ses parents ou pour des raisons financières- est une injustice.

Le fait que l'ouverture des magasins le dimanche soit rentable –bien que cela coûte plus cher d'ouvrir un jour de plus- prouve que cela génère des ventes supplémentaires. Par-là même, cela prouve, s'il en était besoin, que ces ventes répondent à des envies. S'il s'agissait de répondre à de vrais besoins, les ventes se feraient un autre jour.

L'autre instrument de la transformation du citoyen en consommateur est le crédit. Les ressources disponibles n'étant pas suffisantes pour faire tourner la production, le crédit permet de capter des ressources qui n'existent pas encore. De ce fait, il retire au consommateur toute liberté quant à l'utilisation de ses ressources futures, et le plonge dans une situation dramatique quand elles lui sont retirées.

Trois chiffres :

- Un adolescent américain « avale » 20 000 spots de publicité télé par an ; un adolescent français n'en est pas encore là, mais regarde en moyenne la télévision 3h20 par jour et absorbe aussi des milliers de spots par an, sans oublier que les émissions qu'il regarde véhiculent les mêmes codes, à travers le sponsoring, les « vedettes » qui servent de référence, surtout pour les jeunes.
- Les dépenses de publicité sont de 29 milliards d'euros par an (dont 10 dans les médias), soit 500 € ou 3300 F par français et par an.
- Il y a 500 000 ménages surendettés en France ; 165 000 dossiers ont été déposés en 2003, en augmentation de 14 % par rapport à 2002.

Des symptômes particulièrement flagrants chez les jeunes

- La dictature des marques : peu importe le confort des vêtements, le côté fonctionnel d'un objet, le prix, seule compte la marque
- La dictature de la mode et du dernier cri : on ne remplace pas un vêtement parce qu'il est trop petit ou trop usé, on le remplace parce qu'il n'est plus à la mode ; on ne remplace pas un téléphone portable parce qu'il ne fonctionne plus, on le remplace parce que le nouveau modèle pèse 3 g de moins, a un look plus branché ou une fonction supplémentaire.
- La dictature de l'image : pas question d'avoir une dent légèrement de travers, de petits seins, des cheveux raides, etc.... Ce qui ne devrait être qu'un des aspects de la personnalité de quelqu'un (notamment un(e) adolescent(e) ou une femme) devient une tare honteuse qu'il faut corriger, gommer, effacer.

Les adolescents en particulier vont céder à ces trois dictatures sous la pression du groupe, qui rejette quiconque ne voudrait pas ou ne pourrait pas se conformer au modèle. Le groupe est le meilleur auxiliaire du publicitaire. C'est pour l'intégrer que l'adolescent –ou l'enfant- va en adopter les codes –de même que c'est pour l'intégrer qu'il va commencer à fumer (tabac ou drogue), même s'il sait que c'est dangereux pour sa santé.

Des conséquences

- un gaspillage énorme de ressources pour remplacer des produits encore bons et une production de déchets colossale : 330 millions de tonnes par an en France, 1 à 2 millions de tonnes uniquement pour les publicités déposées dans les boîtes aux lettres !
- la publicité touchant indifféremment ceux qui ont des ressources disponibles –la cible- et ceux qui n'en ont pas, elle génère chez ces derniers des frustrations continues et est à l'origine d'actes de délinquance –tous les moyens sont bons pour assouvir l'envie créée.
- même avec des ressources financières, la conformité à un modèle et l'intégration d'un groupe ne sont pas toujours possibles... surtout quand le modèle présenté est mince et se gave de boissons gazeuses sucrées et de hamburgers / frites hypercaloriques ! Dès lors, les individus fragiles ne s'acceptent plus comme ils sont. Il en résulte des comportements à risques (alcool, drogue, conduite...), des dépressions, des troubles de comportement –anorexie, automutilation, « jeu du foulard »...

**L'être est devenu quantité négligeable devant le paraître et l'avoir.
L'individu est réduit au rôle de consommateur.**

2.9 La prise de contrôle de la distribution

L'individu devenu consommateur peut croire qu'il est maître du jeu. Il est libre d'acheter ou pas, il peut faire jouer la concurrence... En pratique, le consommateur n'est plus le maître, pour deux raisons :

- l'énorme pression qui s'exerce sur lui à travers la publicité
- le pouvoir acquis par la grande distribution.

Celle-ci réalise plus de 90 % des ventes de biens de grande consommation. Elle s'approvisionne auprès de ses fournisseurs via 5 centrales d'achats toutes puissantes qui dictent leur loi à 70 000 fabricants et 400 000 agriculteurs.

Des détails :

De la supérette à l'hypermarché, tous les magasins appartiennent à un groupe financier ou un réseau de franchisés. A titre d'exemple, le numéro un français regroupe les enseignes Continent, Champion, Shopi, 8 à huit, promocash, Puntocash, Prodirect, Carrefour, Ed l'épicier, Picard surgelés, Europa Discount (liste non exhaustive !). Il réalise environ 50 milliards d'euros de chiffre d'affaire.

Pour un industriel, ne pas être vendu dans ces magasins signifie mettre la clé sous la porte : compte tenu de la disparition du commerce de détail, il n'a plus d'autres alternatives pour distribuer ses produits. Il est à la merci des centrales d'achats qui vont dicter leurs conditions : payer pour être référencé (être sur la liste des fournisseurs agréés), livrer les premiers lots gratuitement ou presque, vendre à prix coûtant à l'occasion des foires, anniversaires... Sous la pression des acheteurs, l'industriel va essayer de réduire ses coûts : augmentation de la productivité, réduction d'effectifs, baisse de la qualité, pression sur ses propres fournisseurs qui vont eux aussi réduire leurs effectifs, et pour finir délocalisation... quand ce n'est pas la centrale d'achat qui va chercher directement en Asie ou ailleurs un producteur qui lui fera le même produit moins cher.

Pour un petit producteur local, le passage par la grande distribution permet d'augmenter les volumes de vente, mais au prix de sacrifices sur les marges. Les conditions pour être vendu en grandes surfaces sont aussi draconiennes pour les petits que pour les gros. Il faut commencer par payer pour être vendu !

Des conséquences :

- du chômage chez les commerçants : dans les 10 ans qui ont suivi (en 1963) l'ouverture du premier supermarché, 35.000 petits commerçants ont disparu. Depuis, ce sont des centaines de milliers d'emploi qui ont été supprimés. 120.000 épiciers indépendants en 1980, 30.000 20 ans plus tard. Et ce n'est pas fini : n'ayant plus de marge de progression dans les secteurs de l'alimentation, l'électroménager, les carburants (30.000 stations services fermées entre 1975 et 1995, et 500 de moins encore chaque année), la grande distribution investit de nouveaux secteurs : parapharmacie, téléphonie, bijouterie (déjà 36% du marché en 2000), agence de voyages, banque, vins, fleurs...
- du chômage, encore, chez les producteurs : la pression exercée sur les prix pousse à la concentration et aux délocalisations. Le petit producteur ne peut plus lutter à armes égales face à l'industriel.

Des conséquences positives ? à voir !

- les prix bas : les extensions de grandes surfaces ayant été bloquées –trop tard-, elles n'ont eu pour effet que de protéger les magasins existants ; on y retrouve curieusement des prix comparables partout... et pas tous intéressants ! A côté des produits d'appel, certains prix sont largement au-dessus de produits équivalents achetés sur le marché ou chez un petit commerçant qui résiste, comme le village gaulois... Certes, pour compenser des besoins en main d'œuvre plus importants, les mêmes produits chez des petits commerçants devraient être plus chers... mais 1 million de chômeur en moins, ce sont des cotisations en moins, c'est du pouvoir d'achat en plus.
- de l'emploi : bien moins que dans les petits commerces qu'elles ont remplacés ! Rapporté à la quantité de carburant vendue, il faut 5 fois moins de main d'œuvre dans une station de supermarché que dans une petite station service. De surcroît, il s'agit très souvent de temps partiel imposé, d'horaires fractionnés (et imposés), et de salaires minimums. Enfin, si le code barre a permis d'accélérer les passages aux caisses –donc de diminuer le personnel-, cela n'est pas encore jugé satisfaisant : on expérimente des procédés pour supprimer les caissières, soit en demandant au consommateur de faire lui-même la lecture des codes-barres, soit avec des machines capables d'identifier le contenu d'un chariot et d'éditer la facture sans intervention humaine.

Le consommateur peut encore inverser la tendance et redevenir le maître du jeu.

Même si l'offre est aujourd'hui restreinte, il peut encore faire le choix d'acheter le maximum de choses en dehors des grandes surfaces (petits commerçants), et si possible directement au producteur ou dans des coopératives : l'alimentation, les fleurs, les bijoux, l'artisanat...

Des associations (type Jardins de Cocagne) apportent chaque semaine (à domicile !) un panier de fruits et de légumes de saison. Ce sont des produits naturels, produits localement. En achetant ces paniers, le consommateur rémunère directement le travail de ceux qui travaillent la terre. C'est une forme de commerce équitable.

Ces produits seront parfois (pas toujours !) plus chers que les produits industriels. Mais en contrepartie ce retour à une consommation de proximité directe a d'immenses avantages :

- les produits sont de meilleure qualité, plus sains et plus respectueux de l'environnement
- l'achat est plus juste car il rémunère le travail du producteur et non pas le capital du distributeur
- la relation entre l'acheteur et le producteur contribue à renouer un lien social
- ... et il contribue à donner du travail à tous, ce qui signifie moins de dépenses en indemnités chômage, RMI, CMU, etc...., donc moins de cotisations et d'impôts, donc plus d'argent disponible !

A l'inverse, en cherchant systématiquement les produits les moins chers, le consommateur pousse les distributeurs et les producteurs à réduire les coûts, donc à réduire la main-d'œuvre ou à délocaliser.

Le consommateur a le pouvoir de faire évoluer, progressivement, la société.

2.10 La peur, instrument de contrôle

Il se trouve quand même beaucoup de personnes pour douter de la validité du système, pour penser que certaines évolutions ne vont pas dans le bon sens, pour estimer que, sans revenir en arrière, il faudrait peut-être changer de direction.

Toute remise en cause du système est dangereuse pour ceux qui en tirent les ficelles. Alors on va utiliser la peur pour que, surtout, rien ne change.

Les politiques utilisent la peur pour nous persuader de voter pour eux. Ils agitent selon leur électorat :

- peur du chômage
- peur des agressions
- peur de l'autre (l'étranger)
- peur de perdre ce que l'on possède
- peur du lendemain
- et surtout la peur de l'inconnu : n'essayez pas autre chose, un autre système, n'osez pas de changements forts, vous prendriez un risque énorme !

Cette utilisation de la peur n'est pas le propre des politiques. Les publicitaires en usent également, de façon plus ou moins ouverte. Ils jouent sur diverses peurs, selon les produits :

- pour tout produit : peur de laisser passer une occasion, de louper quelque chose, peur de manquer :
 - o dans une société de surabondance, la publicité arrive à créer l'illusion de la rareté (« à saisir ! »), en nous disant qu'une occasion est unique et ne se représentera pas, (ce qui, bien sûr, est faux), en argumentant sur la durée ou le stock limité, etc....
- pour les produits financiers, les assurances... : peur du lendemain
- pour les médicaments, les produits cosmétiques : peur de vieillir, peur d'être malade, peur de mourir
- pour tous les produits « de mode » (vêtements, mais aussi produits technologiques à évolution rapide), c'est selon les cas :
 - o la peur d'être à l'écart (si vous ne possédez pas tel article, vous ne faites pas partie du groupe)
 - o la peur d'être dépassé (si vous n'achetez pas la dernière version de tel appareil, vous ne serez pas performant)
 - o ou, pire encore, la peur de ne pas être aimé (si vous ne possédez pas tel produit, vous ne pourrez pas plaire)

Ces peurs ont un effet très fort car elles renvoient à des besoins fondamentaux de chaque individu : besoins de sécurité, besoins de lien social, besoins d'estime des autres (voir le chapitre sur la satisfaction des besoins humains et la pyramide de Maslow).

Ces manipulations par la peur sont insidieuses. Elles n'ont rien à voir avec les menaces de mort qu'une dictature fait peser sur ses citoyens. Mais la consommation d'antidépresseurs est là pour prouver leur réalité !

Nota : si ces peurs ne sont pas utilisées sciemment pour manipuler électeurs et consommateurs, si elles sont entièrement justifiées par le système dans lequel nous vivons, autrement dit si nous avons raison d'avoir peur... c'est que le système n'est pas bon et qu'il faut en changer !!!

Des conséquences :

La sagesse populaire a raison de dire que la peur est mauvaise conseillère.

- En introduisant dans un choix une notion de danger, et donc d'urgence, elle nous dissuade de prendre le temps, elle limite nos capacités de réflexion. Nos choix sont biaisés, au profit des manipulateurs.
- Elle doit être compensée par un dérivatif, quelque chose qui va la faire oublier : ce sera la consommation, qui donne l'illusion d'être maître du jeu (je désire / j'achète) alors qu'elle est la preuve de la manipulation.
- Elle crée un réflexe de repli sur soi, de protection : perte de solidarité, développement des égoïsmes, qui vont contribuer à entretenir la peur. L'autre devient un inconnu, et tout ce qui est inconnu fait peur.

N'ayons pas peur d'essayer autre chose !

2.11 Un exemple de manipulation : la santé

Il y a 30 ans, le directeur de Merck, un des plus gros fabricants de médicaments, se désolait de ne pouvoir vendre de médicaments qu'aux malades et d'être ainsi privé d'un grand marché potentiel : les biens portants.

30 ans après, son rêve de vendre des médicaments à tous est devenu réalité...

Aux Etats-Unis (5% de la population et 50% de la consommation mondiale de médicaments), les dépenses de santé ont augmenté de presque 100% en 6 ans et continuent d'augmenter. Pourquoi et comment ?

La réponse est donnée par M. Vince Parry, expert en publicité, dans un article de la revue Medical Marketing and media. Les industries du médicament fonctionnent comme toutes les industries : s'il n'y a plus de besoins nouveaux à satisfaire, il suffit d'en inventer. En l'occurrence, en inventant des maladies !

Des groupes de réflexions incluant des experts médicaux et des publicitaires comme M. Parry réfléchissent à la façon de changer la perception des populations vis-à-vis d'une affection. Avec une bonne campagne d'information (?), les hauts et les bas de la vie deviennent des troubles mentaux, des petites gênes deviennent des maladies, des troubles bénins deviennent des affections graves. Des exemples : la timidité devient un « trouble d'anxiété sociale », la tension prémenstruelle un « trouble dysphorique prémenstruel », on invente le « trouble du déficit de l'attention chez l'adulte », l'a « dysfonction érectile », etc.

Si la limite entre une gêne et une maladie, entre un bien portant et un malade, est difficile à établir, il est clair que l'intérêt de l'industrie pharmaceutique est d'élargir au maximum la définition des pathologies, pour élargir au maximum le marché de ses médicaments.

Il faut donc convaincre le maximum de personnes que « des problèmes acceptés tout au plus comme une gêne jusqu'à présent » sont désormais « dignes d'une intervention médicale ».

Pour cela, la meilleure technique consiste à jouer sur nos peurs : peur de vieillir, peur de souffrir, peur de ne pas être normal (qu'est-ce que la normalité ?), peur de mourir enfin.

Et ça marche ! Un rapport de Business insights destinés aux dirigeants des multinationales du secteur des médicaments indique que « la capacité à créer de nouvelles maladies » se traduit par des ventes se chiffrant en milliards de dollars, et que « les années à venir seront les témoins privilégiés de la création de maladies par l'entreprise ».

Pas question bien sûr de chercher à analyser l'origine de ces maladies plus ou moins imaginaires : il vaut mieux pour l'industrie pharmaceutique vendre des médicaments anti-cholestérol que de prôner un meilleur équilibre alimentaire –qui se ferait, qui plus est, au détriment de l'industrie agro-alimentaire.

Et tant pis si certains médicaments se révèlent plus dangereux que l'affection qu'ils étaient censés soigner : des études ont montré par exemple que la consommation d'antidépresseurs chez les jeunes augmente le risque de suicide et que le traitement hormonal de substitution chez la femme augmente les risques de crise cardiaque. Un anti-cholestérol a été retiré du marché après avoir provoqué la mort de plusieurs patients, un médicament pour des troubles intestinaux bénins a provoqué des cas de constipation mortelle...

**Les industries du médicament fabriquent des malades pour faire du profit.
Vous avez dit « cynisme » ?**

2.12 De mauvaises réponses à des vrais problèmes

Les effets négatifs de nos modes de vie ont déjà des effets visibles, même pour les défenseurs du système. Malheureusement, les actions engagées ne sont pas efficaces, car les réponses aux problèmes (sociaux ou environnementaux) s'attaquent plus souvent à leurs effets qu'à leurs causes.

Ceci est dû au fait que dans nos sociétés, le premier critère pris en compte (et de loin le plus important) est l'impact potentiel d'une décision sur la consommation et l'activité économique, qui ne doivent surtout pas diminuer.

Cinq exemples concernant l'eau, les déchets, l'air, notre alimentation, notre cadre de vie :

- L'eau est de plus en plus polluée par les nitrates et les résidus de produits de traitement des cultures
 - o Conséquences : eau impropre à la consommation, notamment en Bretagne
 - o Si on s'attaquait aux causes, on lutterait plus vigoureusement contre la pollution de l'eau :
 - Réponse culturelle : les consommateurs favoriseraient les produits biologiques dont la production est moins polluante
 - Réponse politique : la réglementation (existante !) serait réellement appliquée : limitations des exploitations (porcheries notamment), meilleur contrôle des produits de traitement avant l'autorisation de leur mise sur le marché
 - o Réponse actuelle de la société : les consommateurs achètent de l'eau en bouteille (en même temps que les produits de l'agriculture industrielle), on accorde des dérogations sur la teneur en nitrates des eaux utilisées pour la consommation humaine
- Nous consommons de plus en plus de produits tout prêt, de plus en plus souvent conditionnés individuellement ; nous renouvelons toujours plus vite nos équipements. Nous générons de plus en plus de déchets.
 - o Conséquences : il faut les éliminer, cela coûte cher et engendre des nuisances dont personne ne veut à côté de chez lui (incinérateur ou centre d'enfouissement par exemple)
 - o Si on s'attaquait aux causes, on limiterait la production de déchets :
 - Réponse culturelle : chacun serait attentif dans ses choix de consommation à limiter les déchets qu'il produit
 - Réponse politique : réglementation (limitation) des emballages, taxation des produits en fonction des ressources consommées pour les fabriquer (énergie, matières)
 - o Réponse actuelle de la société : on lutte peu contre la production de déchets (qui pourrait se traduire par une baisse de la consommation, de la sacro-sainte croissance), on essaie surtout de mieux gérer leur élimination
- On prévoit sur Nantes une augmentation du trafic aérien de 2 millions de passagers par an actuellement à 9 millions en 2050. Outre le fait que ces prévisions paraissent très irréalistes – combien restera-t-il de pétrole, et à quel prix, pour faire voler des avions en 2050 ? -, les pouvoirs publics ne semblent pas vouloir aller contre cette évolution.
 - o Conséquences prévues : saturation de l'aéroport, risques accrus d'accidents au-dessus de Nantes, pollution et effet de serre accrus
 - o Si on s'attaquait aux causes du problème, on limiterait le trafic :
 - Réponse culturelle : chacun essaye de réduire ses déplacements en avion, pour les touristes en prenant le temps de voyager en train ou en bateau, moins gourmands en énergie, pour les voyages d'affaires en utilisant les possibilités offertes par les technologies de l'information (visioconférence par exemple)
 - Réponse politique : encouragements à l'utilisation de ces technologies, financées par une taxation très forte des carburants des transports aériens
 - o Réponse actuelle : projet d'un nouvel aéroport
- les produits de l'industrie agro-alimentaire sont très riches en sel (qui retient l'eau et permet de la vendre au prix du jambon par exemple, qui fait consommer plus de boissons, qui masque la mauvaise qualité de certains ingrédients) et en matières grasses (en particulier hydrogénées – peu coûteuses et faciles à travailler dans les préparations, mais les plus mauvaises pour nos artères).
 - o Conséquences : le développement de l'obésité, des maladies cardio-vasculaires, de l'hypertension, du diabète de type II (une étude indique que l'espérance de vie aux USA pourrait baisser de 5 ans dans les décennies à venir à cause de l'obésité !).
 - o Si on s'attaquait aux causes de ces maladies, on changerait d'alimentation :
 - Réponse culturelle : on reviendrait à un mode de consommation plus sain, moins industriel
 - Réponse politique : on réglementerait plus sévèrement la composition de ces produits
 - o Réponse actuelle de la société : on cherche le gène de l'obésité et de nouveaux médicaments plus performants (tant pis pour le déficit de la sécurité sociale), on vend des produits pour maigrir, on crée des clubs de gym (où on va en voiture et pas en vélo...)
- La circulation dans les villes est difficile pour les voitures.
 - o Conséquences : embouteillages, pollution, temps perdu ; abandon du centre ville.
 - o Si on s'attaquait aux causes du problème :
 - Réponse culturelle : chacun essaye de réduire ses déplacements en voiture au profit de la marche à pied, du vélo, des transports en commun
 - Réponse politique : développement des transports en commun et des parkings en périphérie, subventionnés par une forte taxation de la circulation en ville et des carburants, ou des restrictions de circulation (plus égalitaires)
 - o Réponse actuelle : on déplace les pôles d'activités (zones commerciales, universités, équipements sportifs, etc...) en périphérie, ce qui rend la voiture encore plus indispensable, accélère la fin du commerce de proximité et l'abandon du centre ville.

Outre la pression – déjà vue ! - exercée sur lui par la publicité, le citoyen-consommateur manque d'informations sur les impacts sociaux et environnementaux des décisions prises. Les informations largement diffusées concernent les impacts économiques (forcément positifs à court terme puisqu'ils sont les seuls pris en compte !).

Il faut mieux informer les citoyens et modifier les processus de décision pour leur rendre un pouvoir de contrôle sur leur vie.

2.13 Le développement durable

Il est clair aujourd'hui que l'activité humaine a des répercussions sur notre environnement. S'il n'est pas possible de les évaluer avec certitude du fait de la complexité des phénomènes mis en jeu, nous savons que nous générons des déchets (330 millions de tonnes par an en France), que nous générons des gaz à effet de serre, que nous polluons l'eau...

Est-il concevable de continuer à se développer sans rendre notre environnement « irrespirable » ?

La réponse serait oui, et tiendrait en deux mots : le développement durable ! Derrière ces mots, l'idée qu'on pourrait continuer à se développer indéfiniment, en respectant l'environnement et, cerise sur le gâteau, en « faisant du social », c'est-à-dire en étant respectueux des individus.

Il est malheureusement facile de démontrer que si l'idée de développement est liée à la consommation de biens matériels –modèle archi-dominant de nos sociétés de consommations-, la notion de développement perpétuel est incompatible avec un espace limité : la terre.

Si nous produisons et consommons toujours plus de ressources, nous arriverons obligatoirement un jour à les épuiser toutes, même si certaines sont renouvelables (à un rythme limité). L'idée d'un développement durable qui consisterait à consommer toujours plus –« sacro-sainte » croissante- en préservant l'environnement ne résiste pas au simple bon sens.

Toujours plus avec des ressources limitées, c'est impossible.

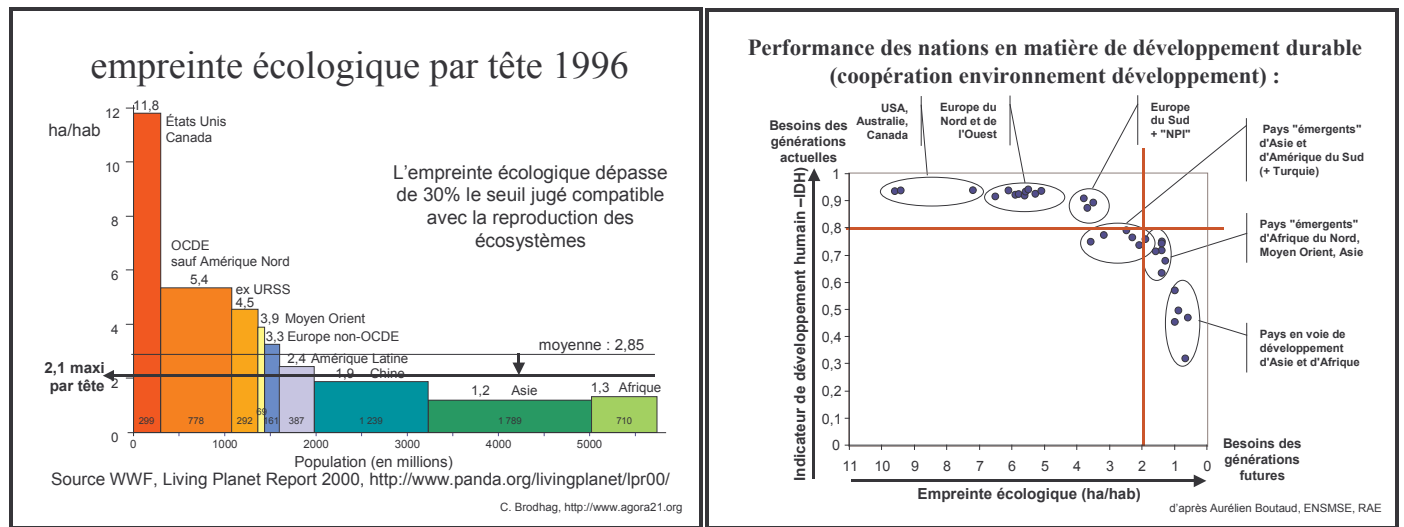
Par contre, l'idée d'atteindre un niveau de développement qui soit compatible avec nos exigences de « qualité de vie » et qui soit durable est réaliste (quoique ambitieuse !). La question est alors : **quel est le niveau de développement maximal qui soit durable ?**

Des chiffres :

Des chercheurs ont essayé de quantifier l'empreinte écologique : l'impact sur l'environnement de nos sociétés. Cet impact consiste en consommation de ressources (énergie, minerais, nourriture, bois...) et en production de polluants (dans l'air, dans l'eau, dans le sol) et de déchets. On peut l'exprimer en hectares utilisés par habitant : hectare de « sol énergétique », de terres cultivables, de forêts, de pâturages, d'espaces marins, de « sol dégradé » (absorption des déchets produits). Une civilisation, un mode de consommation, est durable si la surface utilisée par l'ensemble des habitants est inférieure ou égale à la surface disponible. Compte tenu de la population actuelle sur terre, chacun dispose environ de 2 hectares de « ressource écologique équivalente ». Avec 10 milliards d'habitants (prévision pour 2050), il ne reste que 1,2 ha.

On caractérise par ailleurs depuis longtemps un niveau de développement par un indice compris entre 0 et 1 : l'IDH, indice de développement humain. Il prend en compte 5 paramètres : le taux de mortalité infantile, le taux d'alphabétisation des adultes, le produit national brut par habitant (« la richesse »), le niveau d'éducation et l'espérance de vie. On estime qu'un niveau de développement de 0,8 est satisfaisant pour les populations.

Pour chaque pays ou ensemble de pays, on peut calculer l'IDH et l'empreinte écologique.



On constate :

- que les pays occidentaux –et en particulier l'Amérique du nord- ont une empreinte écologique qui dépasse très largement les capacités disponibles : notre niveau de consommation n'est pas durable
- que malgré la faible empreinte écologique de continents comme l'Afrique et l'Asie, l'empreinte écologique moyenne sur la terre est déjà trop forte : le niveau de consommation ne permet pas d'assurer sa durabilité
- que le développement des civilisations suit une courbe régulière, et que cette courbe passe très près de la zone –en haut à droite du schéma de droite- où le développement est satisfaisant (IDH > 0,8) et durable (empreinte écologique < 2 hectares /habitant)
- qu'entre l'Amérique du Nord et l'Europe, un gain négligeable sur le niveau de développement s'accompagne d'une augmentation énorme de l'empreinte écologique.

Il est indispensable de baisser radicalement nos consommations de ressources (énergies et matières premières). Si développement il peut y avoir, c'est sous une forme à inventer, compatible avec une baisse de consommations de biens matériels.

Un développement qui s'accompagnerait d'une croissance des consommations d'énergie et de matières ne peut pas être durable.

2.14 Le progrès technique et l'effet rebond

Malgré cette contrainte énorme –il faudra impérativement consommer moins d'énergie et moins de matières-, les « promoteurs » du développement durable soutiennent qu'il est possible de continuer à se développer, grâce au progrès technique.

Que faut-il en penser ? Regardons quelques exemples des décennies passées.

Souvent, le progrès technique n'est même pas porteur d'une diminution de l'impact sur l'environnement. Il permet seulement l'innovation d'apporter un produit nouveau, ou par l'industrialisation de diminuer les coûts, permettant ainsi une consommation supplémentaire par chacun d'entre nous.

Exemples :

- le téléphone portable était inconnu il y a 15 ans. On (la publicité !) nous fait croire qu'il est devenu indispensable. Il s'accompagne d'une nouvelle consommation de ressources et de la production de déchets dangereux (batteries hors d'usage)
- les progrès sur les matériaux et la fabrication en grande série ont fait chuter le coût des piscines individuelles. Du coup, elles se multiplient, engendrant consommations d'eau supplémentaires, rejets de produits chlorés... et « dépeuplement » des piscines municipales et perte d'un lien social !

Il est vrai que le progrès technique pourrait être générateur de progrès écologique. Malheureusement, il ne l'est pas en réalité.

Exemples :

- les moteurs d'aujourd'hui sont de plus en plus performants ; ils consomment moins qu'autrefois. Mais :
 - o Les progrès techniques ont fait baisser le prix des voitures et ont fait baisser leur consommation ; de ce fait, les consommateurs achètent des voitures plus grosses, plus puissantes et « mieux » équipées (climatisation, motorisation électrique des vitres, des phares, etc...., 6 haut-parleurs..), et font plus de kilomètres avec chaque année
 - La consommation moyenne du parc automobile français a augmenté de 1,5 litres / 100 Km entre 1992 et 2002
 - Le kilométrage moyen annuel des voitures augmente
- Les progrès techniques ont permis d'alléger les emballages (matériaux plus fins et plus résistants). Mais :
 - o Les diminutions de coûts et les progrès techniques ont rendu accessibles (au niveau prix) les emballages individuels (sucre, compotes, petits gâteaux, ...) et sophistiqués (par exemple refermables par zip ou bouchon)
 - o Les nouvelles possibilités de conservation sous atmosphère inerte ou sous vide ont permis la mise sur le marché de nouveaux produits préemballés : salade verte, pommes de terre prêtes à cuire...
 - Les emballages sont plus légers, mais ils se multiplient.
- L'informatique devait signifier la diminution des consommations de papier. Mais :
 - o L'informatique a multiplié la quantité d'informations disponibles et le nombre de personnes y ayant facilement accès
 - o Le progrès technique a diminué le coût des imprimantes, en a augmenté la vitesse et amélioré les performances. On n'hésite plus à imprimer et réimprimer un document
 - les consommations de papier n'ont jamais été aussi fortes... et elles s'accompagnent de la production de déchets nouveaux : cartouches d'encre, matériels électroniques en fin de vie.
- Les lave-linge (progrès incontestable !) et les lave-vaisselle sont de plus en plus économes en énergie et en eau ; ils sont en particulier plus économes qu'un lavage à la main (progrès environnemental certain). Mais :
 - o le confort qu'ils ont apporté fait qu'on se change plus souvent, qu'on change plus facilement d'assiette à chaque plat.
 - Chaque lavage a moins d'impact sur l'environnement, mais on lave plus.

Un enseignement :

Lorsque le progrès permet de « consommer mieux » (avec moins d'impact sur l'environnement), le confort et/ou l'économie qui en résultent se traduisent par du « consommer plus ». Ce phénomène est identifié et étudié sous le terme d' « effet rebond ». Il ne s'agit pas de la généralisation au plus grand nombre de ce qui était réservé à quelques privilégiés (ce qu'on pourrait considérer comme une évolution positive vers plus d'égalité), mais d'une plus grande consommation par tous.

Il est impossible de fixer une limite précise entre ce qui apporte un réel progrès et ce qui constitue un gaspillage. ... mais il est certain que dans bien des domaines nous avons dépassé cette limite.

**Pour que le progrès technique soit source de progrès environnemental,
il faut que ce soit son objectif principal,
au lieu d'être au mieux un objectif secondaire, au pire une contrainte,
associé à un objectif principal de consommation toujours plus grande.**

2.15 Le mythe de la croissance

Consommer moins de ressources, c'est peut-être très bien pour l'environnement, mais quelles conséquences sur le chômage s'il n'y a pas sans cesse de nouveaux produits pour « doper les ventes » ? Car enfin, c'est bien connu, la croissance est le seul remède au chômage !

C'est du moins ce que l'on nous répète sans arrêt. Qu'en est-il en réalité ?

Les 30 années passées le prouvent : la croissance ne peut pas assurer le plein emploi dans le monde occidental :

- les gains de productivité sont tels qu'il faut toujours moins de personnes pour assurer la même production
- les coûts de main d'œuvre sont jusqu'à 40 fois inférieurs en Asie, 5 ou 6 fois inférieurs dans les nouveaux pays de l'Union Européenne ; délocalisations aidant, la croissance crée de l'emploi dans ces pays (avec des conséquences pas toujours positives, voir le chapitre développement et colonialisme), et pas dans les pays occidentaux (voir le chapitre suivant, mondialisation et emploi)
- la croissance passe par la concurrence –il faut être com-pé-ti-tif !-, la concurrence passe par la réduction des coûts, la réduction des coûts passe par des réductions de main d'œuvre. CQFD.

La croissance assure encore moins le progrès social dans les sociétés occidentales :

- entre 1970 et 1996, le PIB par tête a cru de 70% aux Etats-Unis. L'indice de santé sociale (voir cette fiche) qui prend en compte 16 indicateurs de la bonne santé d'une société (chômage, usage des drogues, violences, espérance de vie...) a baissé de 40% sur cette période !

Enfin, les chiffres de la croissance ne signifient rien !

- La croissance est mesurée par le PIB, produit intérieur brut. Plus nous consommons de médicaments (stress, cancers, maladies liées à l'obésité...), plus elle est forte. Plus nous brûlons d'essence dans les embouteillages, plus elle est forte. Une marée noire génère de l'activité, donc de la croissance. Faut-il s'en réjouir ? Moins nous avons d'accidents de voiture, plus elle diminue. Faut-il le regretter ? On pourrait multiplier les exemples de ce type.
- Le PIB ne prend en compte que le secteur marchand. Des activités entreprises de façon communautaire et qui bénéficient à tous contribuent au mieux-vivre de tous mais pas à la croissance. La marchandisation (donc facturation) de services autrefois assurés par la communauté n'apporte rien de plus, si ce n'est d'éventuelles discriminations par l'argent, mais cela contribue à la croissance. Quand on en viendra à vendre de l'air pur (comme on vend déjà de l'eau), cela fera de la croissance ! Où sera le progrès ?

Les avocats de la croissance, constatant qu'elle ne résout pas les problèmes de chômage, disent que c'est parce qu'elle n'est pas assez forte. Mais une croissance forte et continue est tout simplement impossible !

- Depuis 30 ans, les hausses du chômage dans les pays occidentaux sont durables, et les baisses ne le sont pas ! Pour produire temporairement un effet sur le chômage, la croissance doit être élevée. Elle pouvait l'être durablement quand elle répondait à une demande du marché, quand les ménages s'équipaient de voitures, électroménager... Aujourd'hui, les marchés des pays occidentaux sont saturés, il n'y a plus de besoins. Ceux de pays en voie de développement ne le sont pas, mais ils sont capables de répondre à leurs besoins, à moindre coût que les occidentaux, de surcroît. La croissance ne peut être forte qu'artificiellement, dopée par des mesures incitatives. Ce n'est pas jamais durable.
- Et quand bien même, par extraordinaire, une croissance forte et continue serait possible... Quelles conséquences sur l'environnement ? Les Etats-Unis consomment des ressources et produisent des déchets à un rythme 6 fois plus rapide que ce que la terre peut supporter (voir le chapitre sur le développement durable). Ce n'est pas déjà trop ?

Comment assurer le plein emploi en consommant moins ?

- en réparant plutôt qu'en remplaçant un matériel en panne. La part de main d'œuvre est prépondérante dans une réparation (jusqu'à 100% !), elle est devenue négligeable dans les produits manufacturés (production automatisée)
- en partageant le travail : le modèle actuel accentue les inégalités et augmente le nombre de laissés pour compte. Ceux qui travaillent doivent de toute façon payer pour ceux qui ne travaillent pas : allocations chômage, RMI, CMU (couverture maladie universelle), dons aux œuvres, allocation solidarité... Et cela sans compter les coûts pour la société de la délinquance générée par le chômage. Il y a aujourd'hui de quoi faire vivre et même bien vivre tout le monde dans les pays occidentaux. Alors, partageons le travail (temps partiel choisi) et partageons ses revenus !
- en **faisant d'autres choix de consommation** :
 - en privilégiant les produits de qualité, durables, faisant appel à plus de main d'œuvre, et en consommant moins de produits industriels gourmands en énergie, en ressources, mais pas en emploi ;
 - en privilégiant l'agriculture extensive, biologique, plutôt qu'intensive, industrielle ;
 - en préférant les produits de l'artisanat local plutôt que les produits importés à bas prix,
 - en développant les activités de service non-consommatrices de ressources et d'énergie ; l'assistance aux personnes âgées aurait évité les morts de la canicule en 2003 aussi bien et même mieux que des climatisations génératrices d'effet de serre et propagatrices de maladies (légionellose)

Il faut chercher dans d'autres choix de société la réponse au problème du chômage.

2.16 Mondialisation et emploi

De même que la croissance est censée être la réponse au chômage, la mondialisation est censée être la clé de la croissance. Il suffirait pour cela d'investir dans les hautes technologies. Outre le fait que nous ne sommes pas tous « programmés » pour devenir des experts en haute technologie, une analyse élémentaire de la situation montre que la mondialisation **ne peut pas** être la solution au problème du chômage.

Des constats :

- Le volume des exportations chinoises vers l'Europe a été multiplié par 40 depuis 78
- Il représentait 175 milliards d'euros en 2004, contre 97 milliards d'euros d'exportations européennes vers la Chine
- Le N°1 de la distribution dans le monde, l'américain Wal-Mart, a importé pour 18 milliards de dollars à la Chine en 2005 ; cela représente 1 million d'emplois délocalisés
- La Chine fabrique 85% des tracteurs, 75% des montres, 60% des lecteurs DVD, produits dans le monde
- Les délocalisations touchent de plus en plus les services. Des exemples :
 - o L'agence Reuters délocalise l'édition et les légendes de ses photos à Singapour
 - o Des compagnies basées à New Delhi en Inde proposent des devoirs à la maison individualisés aux étudiants américains
 - o L'industrie informatique américaine a perdu 16% de ses emplois en 3 ans, de 2001 à 2004

Des prévisions :

- plus de 4 millions d'emplois perdus dans les pays occidentaux dans le secteur des services d'ici 2008
- d'après une étude de l'OCDE, 15 catégories d'emplois, représentant 19% des emplois de l'union Européenne sont concernés : employés de bureau, ingénieurs et architectes, mathématiciens, chimistes, physiciens...

Des explications :

- la Chine dispose bien sûr de main d'œuvre bon marché (et le réservoir est immense) pour fabriquer des produits de base...
- ... mais surtout la Chine et l'Inde rattrapent –ou plutôt ont rattrapé- leur retard technologique très rapidement
 - o la taille de ces pays leur donne des moyens énormes, à la fois financiers et en matière grise
 - la Chine forme 250 000 ingénieurs chaque année, dont 50 000 dans les nouvelles technologies ; il y a plus d'ingénieurs informatiques à Bangalore en Inde qu'à la Silicon Valley
 - l'investissement dans la recherche s'accroît de 20% par an en Chine
 - o la Chine accueille les investissements étrangers sur son sol, et bénéficie ainsi à la fois de nouveaux emplois et de transferts de technologies
 - o quand il n'est pas souhaité par les firmes étrangères, le transfert de technologie est souvent une condition nécessaire pour exporter (à court terme !) vers la Chine
 - La Chine achète des Airbus, mais la première usine de construction d'Airbus sera construite en Chine en 2008
 - La firme allemande Siemens a vendu 60 TGV à la Chine, mais 3 seulement seront construits en Allemagne

Une question : Pourquoi les économistes occidentaux continuent-ils à prôner la mondialisation, à affirmer contre toute évidence qu'elle profitera aux pays occidentaux s'ils investissent dans les nouvelles technologies ?

Une réponse ? Peut-être parce que la mondialisation profite aux sociétés occidentales : 85% des exportations chinoises dans les industries high-tech (pharmacie, aéronautique, télécommunications...) sont réalisées par des sociétés non chinoises. Les bénéficiaires sont rapatriés dans les pays occidentaux.

Qui est gagnant :

- les actionnaires de ces grandes compagnies
- une minorité de nouveaux riches dans les pays en développement

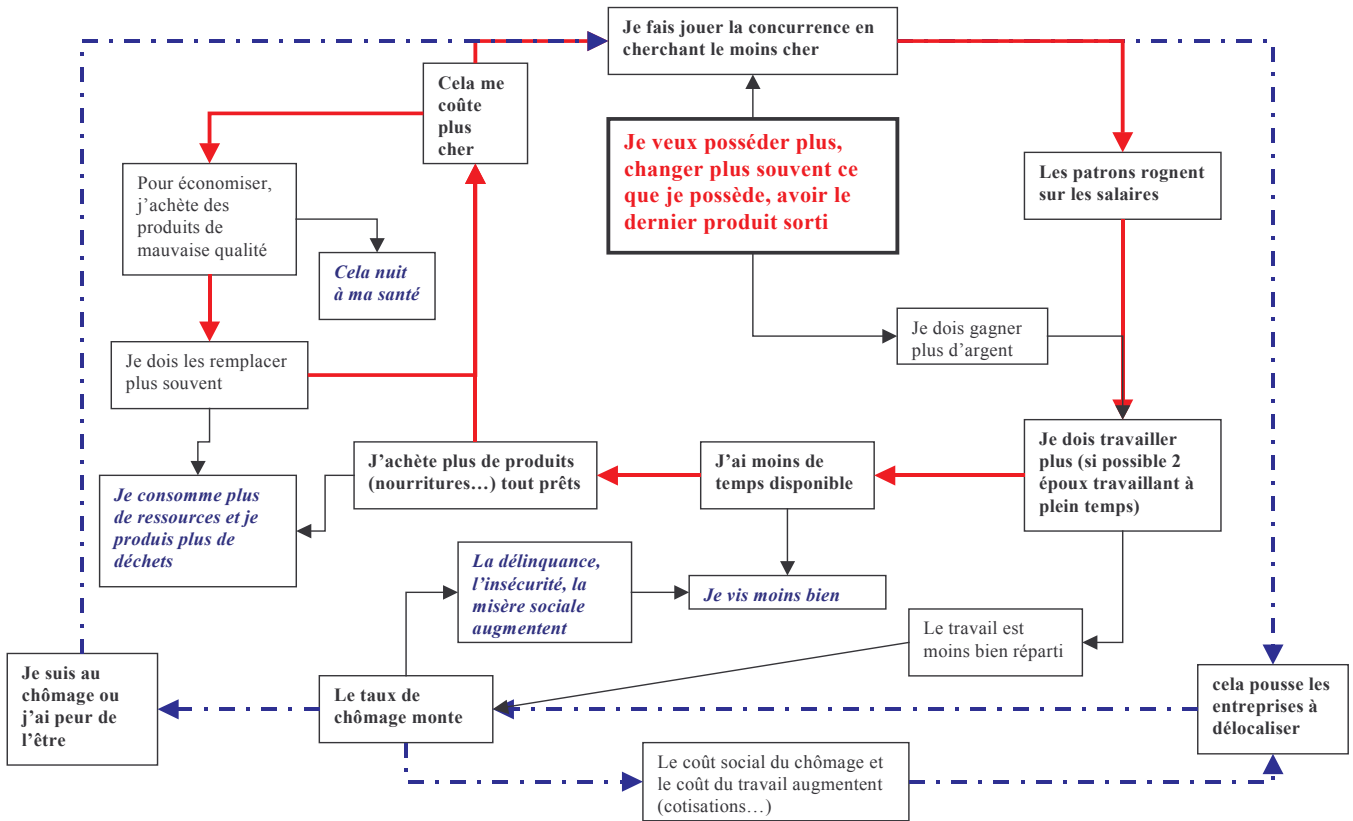
Qui est perdant ?

- les salariés occidentaux, réduits au chômage ou dont les conditions de travail et les revenus ne cessent de se dégrader, au nom de l'exigence de compétitivité
- la grande majorité des travailleurs chinois, dont les conditions de travail et les revenus n'ont bien sûr rien à voir avec ceux des occidentaux. Les raisons : une très forte concurrence, un exode rural qui amène toujours plus de travailleurs dans les villes (300 millions de plus prévus entre 2004 et 2010), un taux de chômage allant jusqu'à 70% dans certaines villes
- l'environnement en Chine : l'OMS estime que les 6 villes les plus polluées au monde sont en Chine, les pluies acides tombent sur 1/3 du pays, la moitié de ses eaux est « inutilisable », et la Chine va devenir le premier émetteur de gaz à effet de serre au monde.

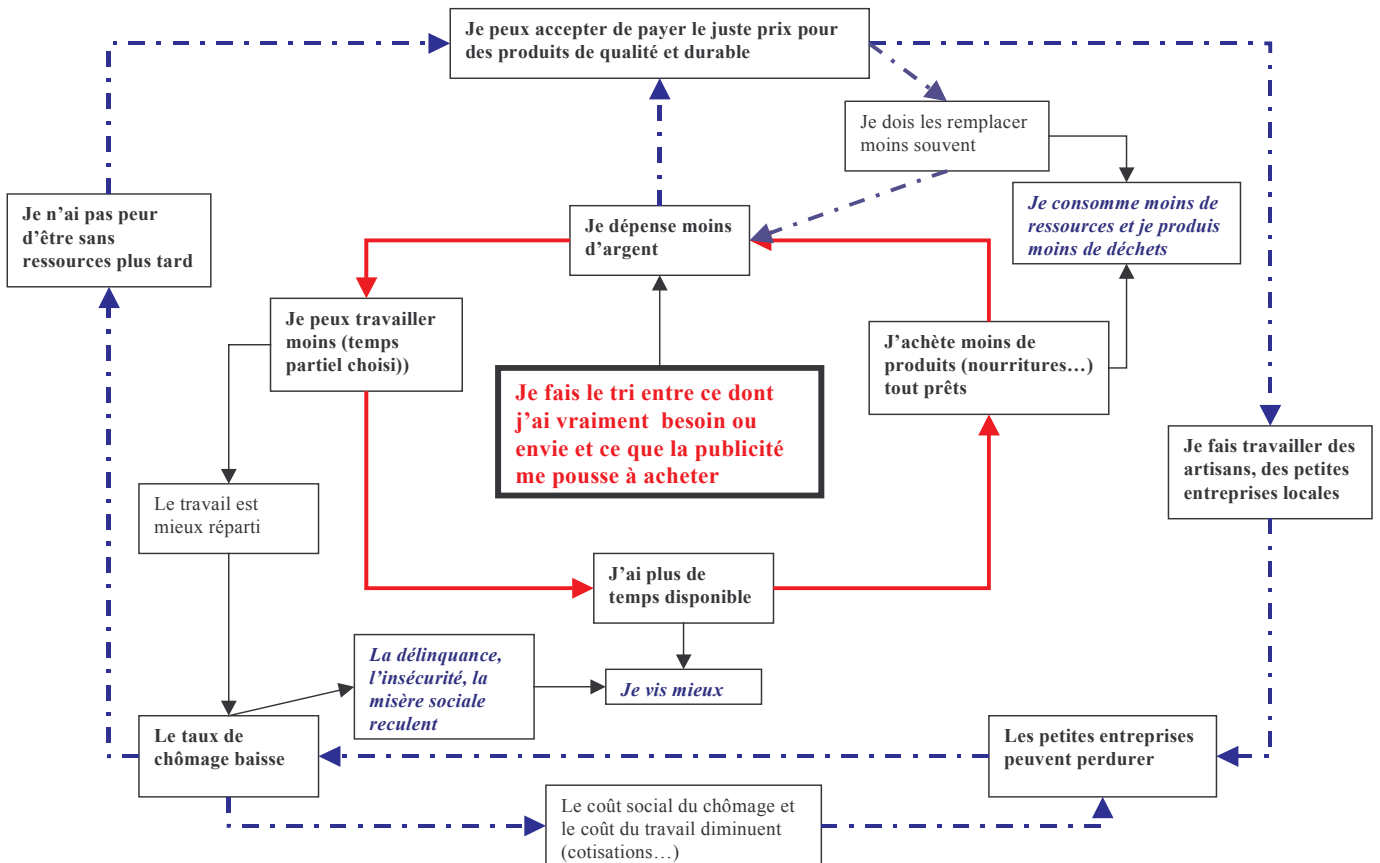
**La mondialisation profite à quelques-uns au détriment de la majorité.
La relocalisation de l'économie est la seule réponse au problème du chômage**

2.17 Cercle vicieux ou vertueux ?

Voyons comment fonctionne le système d'économie de marché reposant sur une consommation toujours plus grande :



C'est une vision simpliste ? Pas plus que celle qui consiste à dire croissance => emploi => consommation => croissance. Et si on essayait autre chose ?



2.18 Pétrole apocalypse

La société actuelle, basée sur une économie libérale et sur une consommation toujours plus grande de produits matériels, ne fait pas le bonheur des hommes et fait le malheur de l'environnement... mais sa fin est programmée. Démonstration en 4 points :

1. La fin du pétrole est proche.
 - les réserves connues représentent 33 ans de consommation au rythme actuel (et la consommation continue à augmenter)
 - depuis plus de 20 ans, les nouvelles découvertes ne compensent plus ce qui est consommé chaque année, et l'écart se creuse de plus en plus. Les réserves connues diminuent.
 - les nouvelles découvertes sont de moins en moins intéressantes :
 - o la valeur du pétrole découvert par les 5 plus grandes compagnies entre 2001 et 2003 est inférieure aux frais d'exploration (40 000 puits d'exploration forés depuis 30 ans !)
 - Le pétrole trouvé coûte de plus en plus cher et nécessite de plus en plus d'énergie pour l'extraire : l'énergie contenue dans le pétrole extrait des meilleurs gisements était 100 fois supérieure à l'énergie nécessaire pour l'extraire ; elle n'était déjà plus que 8 fois supérieure dans les gisements découverts dans les années 70, et diminue encore pour les dernières découvertes ; s'il faut plus d'énergie pour extraire un baril de pétrole que ce qu'il contient, indépendamment du prix, le pétrole devient sans valeur énergétique.
2. Même si la part de pétrole dans la consommation énergétique globale a diminué, les économies occidentales sont aujourd'hui encore complètement dépendantes du pétrole
 - transports :
 - o les produits pétroliers assurent 95% de l'énergie nécessaire pour les transports de personnes et de marchandises
 - o le transport consomme 55% de la production de pétrole
 - pétrochimie
 - o les deux tiers des textiles sont synthétiques et viennent de la chimie du pétrole
 - agriculture
 - o en agriculture industrielle, la production de la nourriture quotidienne d'une personne nécessite environ 2 litres de pétrole (engrais, produits de traitement, fabrication des aliments pour le bétail, machines agricoles, transformation)
 - S'il fallait remplacer par des travailleurs manuels l'énergie –essentiellement le pétrole- consommée chaque jour directement ou indirectement par un allemand, il lui faudrait 44 « esclaves » ; il en faudrait 90 à un américain. Nous avons vécu sans en être conscients avec des « esclaves » cachés, presque gratuits (le pétrole a été une énergie très bon marché). Comment ferons-nous sans eux ?
 - Les modèles économiques classiques disent que la création de richesses est fonction de la disponibilité en capital et en travail (main-d'œuvre). Des chercheurs ont établi des modèles prenant en compte un troisième facteur : l'énergie. Sur 30 ans, aux Etats-Unis, au Japon et en Allemagne, ils arrivent à la conclusion que l'énergie est le facteur prépondérant dans la création de richesses, aussi importante que la disponibilité en capital et en travail réunis. La fin de l'énergie bon marché, c'est une crise économique majeure.
3. Avant la fin du pétrole, son prix va augmenter très fortement.
 - la capacité de production mondiale va devenir inférieure à la demande de consommation
 - o la production dans une zone géographique augmente régulièrement dans les années qui suivent les premières découvertes, puis diminue
 - o la production totale de l'Amérique du nord a commencé à décroître en 1997 (dès 1970 pour les Etats-Unis qui ont « dépensé sans compter »), celle de l'OCDE en 1998, celle de l'Asie-Océanie en 2000, celle de l'Amérique latine en 2002 ; sur les 50 pays producteurs actuels, 18 sont en déclin (production en diminution) depuis au moins 3 ans.
 - Nous sommes donc confrontés à un triple choc :
 - o la diminution non seulement des réserves, mais des **capacités de production** de pétrole ; **bien avant l'épuisement des réserves**, la capacité de production mondiale va diminuer (et **la limite n'est pas financière, mais géologique**) ; c'est le « pic de Hubert », qui pourrait survenir dès 2006, et au plus tard en 2012
 - o l'augmentation continue et même accélérée de la demande, notamment en Chine et en Inde
 - o une situation géopolitique tendue –incluant guerre et terrorisme- pour l'accès au pétrole (à la fois dans les pays producteurs, mais aussi sur les « routes » du pétrole, les pays que doivent traverser les oléoducs pour l'acheminer des pays consommateurs vers les pays producteurs).

Nous ne sommes pas dans la situation du premier choc pétrolier, lorsque seules des tensions politiques avaient provoqué une hausse brutale du prix du pétrole. Les capacités de production étaient largement supérieures à la demande, et elles pouvaient encore augmenter. Ceci explique qu'après le choc il y a eu une baisse des prix.

4. Le pétrole n'est pas facilement remplaçable !

- pour les transports, seuls les biocarburants sont (à peu près) compatibles avec les véhicules actuels ;
 - o s'il fallait remplacer le pétrole consommé en France par des biocarburants, la surface du pays n'y suffirait pas
 - o le rendement énergétique de ces biocarburants n'est pas excellent : dans les filières éthanol, avec l'agriculture industrielle, il faut dépenser entre 0,6 et... 1,4 tonne-équivalent pétrole d'énergie pour produire 1 tonne d'équivalent pétrole de biocarburant. Autrement dit, le rendement est parfois inférieur à 1 !
- s'il faut passer au moteur électrique ou à hydrogène, le parc de véhicules est entièrement à remplacer, pour un coût faramineux !
- en supposant que l'on remplace un quart du pétrole aujourd'hui consommé par de l'énergie nucléaire, il faut construire 2000 réacteurs à 1,5 milliards d'euros l'unité. Avec des éoliennes, l'investissement serait deux fois supérieur.

Ce n'est pas impossible sur le papier... c'est seulement impossible techniquement et économiquement dans un délai aussi court que celui qui nous sépare de la fin du pétrole !

La crise du pétrole qui commence aura des conséquences beaucoup plus graves que celles que nous avons connues.

Elle va s'accompagner d'un changement radical de nos sociétés. Par certains côtés, ce changement constituera un retour en arrière.

Ce changement ne peut être que bénéfique à l'environnement, mais ses conséquences sociales seront dramatiques : les bouleversements de l'économie s'accompagneront d'une recrudescence du chômage et d'une décroissance subie.

Il est indispensable de se préparer à la fin du pétrole en commençant de façon très forte et très rapide une décroissance énergétique volontaire.

2.19 Décroissance ou pas ?

Pour conclure : faut-il passer d'une société de la croissance à une société de la décroissance ? Faut-il renoncer au développement ?

Même chez les opposants au libéralisme, ces questions font l'objet d'un débat. Nous vous proposons d'oublier cette question très provisoirement, pour poser le problème autrement.

Pouvons-nous mettre tout le monde d'accord sur les objectifs à atteindre ?

- Une bonne « santé sociale », des populations « heureuses » de vivre, partout dans le monde
 - o Pour être plus précis, il faudra définir ce qu'est une bonne santé sociale. Idéalement, cela devrait prendre en compte des éléments pour chacun des niveaux de besoins de la pyramide de Maslow : besoins physiologiques (accès à l'eau potable, aux soins, ration calorique journalière, mortalité infantile, espérance de vie...), de sécurité (accès au logement, faible taux de chômage, faible criminalité...), d'appartenance (situation familiale, participation à la vie collective, faible taux de suicides, faible consommation d'antidépresseurs...), de reconnaissance et de réalisation (plus difficiles à définir)
 - o Faut-il un indicateur de richesse (PIB par tête) pour mesurer la santé sociale ? Une bonne « santé sociale » inclut-elle obligatoirement la possession de beaucoup de biens matériels, ou les biens matériels ne sont-ils qu'un moyen (parmi d'autres) de mener une vie heureuse ?
 - Sacha Guitry disait « l'argent est un bon serviteur, mais un mauvais maître ». S'il a raison, c'est un moyen, et pas une fin
 - Et si le vrai luxe n'était pas dans la possession (avec ses contraintes : nécessité d'entretenir, pannes, craintes du vol ou de la dégradation) mais plutôt dans la jouissance, l'usage des choses (mise à disposition par la collectivité de produits et de services) ?
- Une bonne qualité de l'environnement (ce qui est une condition nécessaire au premier objectif)
 - o Les paramètres à prendre en compte incluent la qualité de l'air, de l'eau, des sols, l'effet de serre, la biodiversité, l'exposition au bruit...
- Un « fonctionnement » durable, donc compatible avec les capacités de renouvellement des ressources et d'élimination des déchets (ce qui est une condition nécessaire pour que les deux premiers objectifs soient atteints durablement)
 - o S'il est difficile de chiffrer précisément une durabilité, on peut cependant estimer le taux de renouvellement possible des ressources, et donc les consommations maximales que l'on peut en faire sans entamer le capital et aller à la faillite.

Si nous sommes d'accord sur ces objectifs fondamentaux à atteindre, il faut :

- mettre en place des indicateurs correspondants (beaucoup existent déjà)
- fixer des objectifs chiffrés à atteindre pour ces indicateurs
- déterminer les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs chiffrés
- regarder les résultats obtenus
- si besoin est, mettre en œuvre de nouveaux moyens.

Remettons maintenant les notions de croissance et de décroissance à leur place : celles de moyens, et pas d'objectifs à atteindre.

- les partisans du libéralisme disent que la croissance (dans les pays riches), le développement (dans les pays pauvres) sont les moyens de faire le bonheur des peuples (réduction du chômage, amélioration des conditions de vie) ; le progrès technique est, lui, le moyen de préserver l'environnement
- les partisans de la décroissance disent qu'elle est indispensable pour préserver ou rétablir la qualité de l'environnement, et rendre durable notre civilisation.

Regardons objectivement, par rapport aux objectifs fondamentaux, les effets (positifs et négatifs) de la croissance et du développement. Envisageons les effets (positifs et négatifs) de la décroissance (faute d'expérience, il faudra se contenter de modèles).

... et sans doute verrons-nous que :

- dans certains domaines et certaines zones géographiques, des réductions rapides sont indispensables – consommation énergétique, consommation de ressources (eau, forêts, produits de la mer, minerais...) et production de déchets
- dans d'autres zones géographiques une augmentation raisonnable de la consommation énergétique et des ressources est souhaitable
- la croissance est nécessaire dans d'autres secteurs – santé, éducation, services à la personne, ...

Là où une décroissance énergétique ou de la consommation de ressources est nécessaire, regardons si le progrès technique est capable de l'apporter sans « consommer » moins de biens matériels. Si oui, tant mieux. Si ce n'est pas suffisant, pour atteindre les objectifs fondamentaux, au premier rang desquels il y a des populations « heureuses », il faudra consommer moins de biens matériels.

**Ne perdons pas de vue ce qui doit être notre objectif :
vivre heureux dans un environnement préservé !**

3 Bibliographie

La première partie doit beaucoup au livre d'Edouard Goldsmith, le Tao de l'écologie, (éditions du Rocher, 2002), paru précédemment sous le titre le défi du XXIème siècle. Si le sujet vous intéresse, vous y trouverez des éléments beaucoup plus documentés et argumentés.

La deuxième partie a été inspirée par de nombreuses lectures dont :

- le procès de la mondialisation, sous la direction de Edward Goldsmith et Jerry Mander, éditions Fayard
- Le développement a-t-il un avenir ? Attac, éditions des mille et une nuits
- Objectif décroissance, ouvrage collectif, édité par la revue Silence
- J'accuse l'économie triomphante, Albert Jacquard, éditions Calmann Lévy
- Pétrole apocalypse, Yves Cochet, éditions Fayard
- Les revues L'écologiste, Alternatives internationales, Silence, Le monde diplomatique